



EUROPEAN COMMISSION FOR THE EFFICIENCY OF JUSTICE
(CEPEJ)

SCHEME FOR EVALUATING JUDICIAL SYSTEMS 2013

Country: Republic of Moldova

National correspondent

First Name - Last Name: **GRIMALSCHI Lilia**
Job title: **Chef de Direction**
Organisation: **Ministère de la Justice**
E-mail: **grimalschi@justice.gov.md**
Phone Number : **+37379173799**

1. Demographic and economic data

1. 1. General information

1. 1. 1. Inhabitants and economic information

1) Number of inhabitants (if possible on 1 January 2013)

3 559 497

2) Total of annual public expenditure at state level and where appropriate, public expenditure at regional or federal entity level (in €) - (If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP).

	Amount
State or federal level	2 272 892 856
Regional / federal entity level (total for all regions / federal entities)	

3) Per capita GDP (in €)

1 586

4) Average gross annual salary (in €)

2 682

5) Exchange rate of national currency (non-Euro zone) to € on 1 January 2013

15,9967 MDL

A1. Please indicate the sources for questions 1 to 4 and give comments concerning the interpretation of the figures supplied if appropriate:

- 1, 3, 4 - Bureau National de Statistique
 2 - Ministère des Finances
 5 - Banque Nationale de Moldova

Le nombre de la population ne comprend pas la population des districts de la partie gauche du Dniestr et du mun. Bender (région séparatiste – Transnistrie).

Le taux d'échange utilisé dans les données ci-dessus est le taux moyen de l'année 2012 de la Banque Nationale de Moldova, notamment 15,5632 MDL pour 1 Euro.

1. 1. 2. Budgetary data concerning judicial system

6) Annual approved public budget allocated to the functioning of all courts, in € (if possible without the budget of the public prosecution services and without the budget of legal aid):

TOTAL annual approved budget allocated to the functioning of all courts (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	9 581 963
1. Annual public budget allocated to (gross) salaries	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	6 095 225
2. Annual public budget allocated to computerisation (equipment, investments, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	162 576
3. Annual public budget allocated to justice expenses (expertise, interpretation, etc), without legal aid. NB: this does not concern the taxes and fees to be paid by the parties.		NA
4. Annual public budget allocated to court buildings (maintenance, operating costs)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	1 820 442
5. Annual public budget allocated to investments in new (court) buildings	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	0
6. Annual public budget allocated to training and education	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	25 625

7. Other (please specify):

Yes

1 478 095

7) If you cannot separate the budget of the public prosecution services and the budget of legal aid from the budget allocated to all courts, please indicate it clearly. If "other", please specify:

La somme du budget public annuel alloué à la formation comprend les couts de la formation professionnelle des juges et du personnel de l'instance.

La catégorie « autres » comprend les dépenses liées aux services de télécommunication et de courrier, le transport, les éditions périodiques, les équipements, les dépenses protocolaires et les missions, etc.

La somme totale du budget public annuel approuvé pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux ne comprend pas le budget alloué au tribunal militaire.

8) Are litigants in general required to pay a court tax or fee to start a proceeding at a court of general jurisdiction:

for criminal cases?

for other than criminal cases?

If yes, are there exceptions to the rule to pay court a tax or fee? Please provide comments on those exceptions:

Selon l'article 85 du Code de procédure civile, adopté par la Loi n° 225-XV du 30/05/2003, sont exemptés de la taxe d'Etat au jugement des affaires civiles:

a) les requérants dans les actions:

- de réintégration au service, de revendication des montants de rétribution du travail et dans d'autres revendications liées aux rapports de travail ;
- découlant du droit d'auteur et des droits connexes, du droit des inventions, des dessins et modèles industriels, des types de plantes, des topographies des circuits intégrés, de même que des autres droits sur la propriété intellectuelle ;
- de l'encaissement de la pension de l'entretien ;
- de réparation du préjudice causé par lésion de l'intégrité corporelle ou par une autre lésion de la santé ou par décès ;
- de réparation du préjudice matériel causé par l'infraction ;
- de revendication de la réparation du préjudice causé par la pollution de l'environnement et l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles ;
- de revendication des indemnités de protection sociale ;
- des rapports de contentieux administratif ;
- pour les saisines concernant la déclaration comme illégales des manifestations et des réunions non sanctionnées ;
- de protection des droits des consommateurs ;
- liés à la violation de la législation sur la protection des données à caractère personnel ;

b) les citoyens de la République de Moldova – pour les demandes d'adoption ;

c) les mineurs – pour les demandes de défense de leurs droits ;

c1) les victimes de la violence en famille – pour les demandes en application des mesures de protection;

d) les personnes soumises aux répressions politiques – dans les affaires concernant les répressions ;

e) les avocats parlementaires - pour les demandes concernant la défense des intérêts des requérants dont les droits et les libertés constitutionnelles ont été violés ;

f) le procureur, les autorités publiques, les organisations et les personnes physiques qui, selon la loi, sont habilitées de déposer devant l'instance des demandes concernant la défense des droits, des libertés, et des intérêts légitimes de certaines personnes ou concernant la défense des intérêts de l'Etat ou de la société et d'introduire des demandes en contestation des jugements des instances judiciaires ;

g) les organes des affaires internes et le Centre National Anticorruption - en revendication de la compensation des dépenses de poursuite des personnes s'esquivant du paiement des pensions d'entretien, de la réparation du préjudice causé par lésion de l'intégrité corporelle ou par une autre lésion de la santé ou par décès, du paiement des impôts et des autres obligations au budget de l'Etat, de la compensation des dépenses de recherche du débiteur et de ses biens ou de l'enfant repris du débiteur en vertu d'une décision judiciaire, de même que des dépenses de garde des biens repris du débiteur et mis sous scellé et des biens du débiteur évacué du logement ;

h) les institutions d'assistance sociale - dans les actions de régresse contre celui ayant causé le préjudice, pour l'encaissement du celui-ci des aides et de la pension étant acquittées à la personne préjudiciée ou aux membres de sa famille ;

i) les autorités publiques centrales, les organes centraux de spécialité de l'administration publique, la Cour des Comptes et les organes leur soumis, financés du budget de l'Etat ainsi que les autorités de l'administration publique locale - lors de l'introduction des actions et des contestations des arrêts des instances judiciaires y compris dans les affaires examinées dans le cadre de la procédure de contentieux administratif sans différence de leur qualité procédurale ;

j) l'Agence d'Etat pour la Protection de la Propriété Intellectuelle - dans le cas de ses contestations des arrêts et décisions concernant la procédure de l'enregistrement des objectifs de propriété intellectuelle ;

k) les organisations sociales des invalides, les institutions, les entreprises et les associations d'instruction et de production des invalides- dans toutes les actions et pour toutes leurs demandes ;

l) les parties - dans les litiges concernant la réparation du préjudice causé par condamnation illégale, traduction illégale à la responsabilité pénale par l'application illégale de la mesure préventive sous la forme de l'arrêt préventif ou sous la forme de l'imposition de l'engagement par écrit de ne pas quitter la localité ou par l'application illégale de la sanction administrative l'arrêt ;

m) les participants au procès - pour leurs plaintes contre les conclusions judiciaires;

n) les parties - dans les affaires en révision des jugements ;

o) La Compagnie Nationale d'Assurance Médicales et ses agences territoriales (de branche) – dans les actions engagées contre les personnes physiques et juridiques qui s'esquivent du paiement des primes d'assurances obligatoire d'assistance médicale; dans les actions engagées contre les prêteurs des services médicaux ou du personnel médical, en vue de la compensation matérielle du préjudice causé à la santé des personnes assurées de leur faute; dans les actions engagées contre les personnes physiques et juridiques responsables pour le préjudice causé à la santé de la personne assurée et dans les actions en régresse;

p) les parties – dans les affaires sur la violation du droit au jugement dans un délai raisonnable de l'affaire et la réparation du préjudice causé par ladite violation;

r) les parties – dans les affaires sur la violation du droit à l'exécution dans un délai

raisonnable des titres d'exécution et la réparation du préjudice causé par ladite violation.
 (2) Peuvent être établies par la loi et d'autres cas d'exemption des parties du paiement de la taxe d'Etat.
 (3) La délivrance, sur demande, des copies des actes judiciaires pour les participants au procès est faite sans le paiement de la taxe d'Etat. La délivrance répétée des copies du même acte est soumise à la taxe d'Etat.
 (4) En fonction de la situation matérielle et des preuves présentées à cet égard, la personne physique ou morale peut être exemptée par le juge (par l'instance de jugement) du paiement de la taxe d'Etat ou du paiement d'une de ses parties.

8.1) Please briefly present the methodology of calculation of courts fees?

Dans les actions patrimoniales, la taxe d'Etat est déterminée en fonction du caractère et de la valeur de l'action alors que dans les actions non patrimoniales et dans d'autres cas prévus par la loi, dans des quantums fixes, en conformité avec la Loi sur la taxe d'Etat. (art. 83 du Code de procédure civile)

8.2) Please indicate, if possible, the amount of court fees to commence an action for 3000€ debt recovery?

La taxe d'Etat - 90€

9) Annual income of court taxes or fees received by the State (in €)

2 341 804

12) Annual approved public budget allocated to legal aid, in €. - If one or several data are not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP. (Question modified)

If your system enables to be granted legal aid for cases which are non litigious or not brought to court, please specify:

	Amount (in €)
Total annual approved public budget allocated to legal aid (12.1 + 12.2)	1211570
12.1 Annual public budget allocated to legal aid for cases brought to court	NA
12.1.1 in criminal law cases	NA
12.1.2 in other than criminal law cases	NA
12.2 Annual public budget allocated to legal aid for non litigious cases or cases not brought to court (legal consultation, ADR, etc)	NA

Comment :

L'aide juridique primaire est accordé en conformité avec la Loi n°198 du 26.07.2007 sur l'aide juridique garanti par l'Etat, par les para-juristes et les associations sociales spécialisées dans l'octroi de l'aide juridique et se base sur la diffusion des informations sur le système de droit de la République de Moldova, sur les actes normatifs en vigueur, les droits et les obligations des sujets de droit, sur la modalité de réalisation et de valorisation des droits sur voie judiciaire et extrajudiciaire; l'octroi des conseils dans les problèmes juridiques; l'assistance à la rédaction des actes juridiques; toute autre forme d'assistance qui ne fait pas partie de la catégorie d'assistance juridique qualifiée.

[Mail du CN 04/04/2012 sur l'accroissement du LA : La Loi n° 198-XVI du 26 juillet 2007 sur l'aide judiciaire garantie d'Etat représente un acte normatif relativement nouvel, étant mis en application à partir du 1 juillet 2008, sauf exception l'art. 19 alin.(1) lit. e) concernant l'aide judiciaire garantie par l'Etat aux personnes ayant besoin d'une aide juridique dans les affaires contraventionnelles, civiles et du contentieux administratif, entrée en vigueur à partir du 1 janvier 2012. Par conséquent, l'augmentation du montant du budget public consacré à l'aide judiciaire est due à l'élargissement de l'ensemble des services d'aide judiciaire garantie par l'Etat dans les affaires civiles, contraventionnelles et de contentieux administratif (les affaires non- pénales) du 1 janvier 2012.]

13) Total annual approved public budget allocated to the public prosecution services (in €). Please indicate in the "comment" box below any useful information to explain the figures provided .

Amount 5 877 744

Comment :

[mail CN du 10/04/2014 : Les montants pour 2010 et 2012 varient vue le taux d'échange de la devise nationale pour les périodes respectives.
 Si en 2010 le taux d'échange moyen officiel était de 16,3995 MDL pour 1 Euro, en 2012 le taux d'échange moyen officiel était de 15,5632 MDL pour 1 Euro.

De même, il est à noter que le budget alloué au parquet pour l'année 2012 a augmenté vue la majoration des salaires à certaines catégories de salariés du Parquet, en spécial aux fonctionnaires publics en vertu de la Loi n°48 du 22.03.2012 sur le système de rémunération des fonctionnaires publics et du personnel technique assurant le fonctionnement du parquet en vertu de la Loi n°163 du 11 juillet 2012 modifiant la Loi n° 355 du 23 décembre 2005 sur le système de rémunération dans le domaine budgétaire.

Un autre indice ayant contribué à la majoration du budget a été le fait qu'à partir du 2011 le montant alloué au Parquet Général a également compris le paiement du loyer pour les sièges des parquets territoriaux loués par l'administration publique locale. La majoration des prix des services pour l'entretien a aussi contribué à l'augmentation des frais d'entretien.]

14) Authorities formally responsible for the budgets allocated to the courts (multiple options possible) :

	Preparation of the total court budget	Adoption of the total court budget	Management and allocation of the budget among the courts	Evaluation of the use of the budget at a national level
Ministry of Justice	No	No	Yes	No
Other ministry	No	No	No	Yes
Parliament	No	Yes	No	No
Supreme Court	No	No	No	No
High Judicial Council	Yes	No	No	No
Courts	Yes	No	No	No
Inspection body	No	No	No	No
Other	No	No	No	No

14.1) If any other Ministry and/or inspection body and/or other, please specify (considering question 14):

Le Ministère des Finances évalue l'utilisation du budget au niveau national.

A.2 You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your budgetary system and the main reforms that have been implemented over the last two years
- if available, an organisation scheme with a description of the competencies of the different authorities responsible for the budget process

Les procédures budgétaires s'inscrivent dans le schéma suivant:

Après l'élaboration du projet du budget les tribunaux remettent le projet au Ministère de la Justice, ensuite le Ministère de la Justice ensemble avec le Conseil Supérieur de la Magistrature coordonne les données et les font remettre au Ministère des Finances pour obtenir l'avis. Après que toutes les propositions et suggestions soient introduites dans le projet, le projet est remis aux fins de son approbation au Gouvernement. Après, ce projet est remis au Parlement aux fins de son adoption.

[mail du CN 04/04/2014 : Les données à la question nr. 6 pour l'année 2012, à la différence des données incluses pour les années précédentes, ne comprennent pas le montant du budget annuel approuvé pour le fonctionnement de l'Institut National de la Justice.

Q6 point 2: Une mention a été faite à cette question la fois précédente, notamment que le chiffre indiqué pour l'année 2010, s'explique par le fait qu'à partir de l'année 2009, on alloue des ressources financières pour assurer constamment la fonctionnalité, la maintenance, ainsi que la sécurité de tous les systèmes, les équipements et l'infrastructure informationnelle des instances judiciaires de Moldova moyennant un complexe de services d'entretien et de maintenance technique du système informationnel juridique, des pages web; la sécurité des communications et des réseaux locaux, l'assurance de la sécurité de la transmission des informations et la sécurité des informations du système, ainsi que le maintien de la connexion dans le cadre et entre tous les tribunaux et cours d'appel, ainsi que des services d'assurance de la maintenance et le perfectionnement du Programme Intégré de Gestion des Affaires et des autres programmes utilisés dans le système judiciaire.

En 2012 le chiffre n'inclut que l'ensemble des dépenses pour l'utilisation et la maintenance du système informatique, parce qu'on n'a pas eu d'autres dépenses (par exemple, équipements, softs etc.)

Q6 point 6: Les montants alloués au budget public annuel pour la formation pour les années 2008 et 2010 comprennent les couts des cours de formation initiale des juges et des procureurs, les couts de la formation professionnelle continue des juges et du personnel de l'instance et les couts liés à la formation professionnelle continue des procureurs accordés à l'Institut National de la Justice, ainsi que le montant du budget annuel alloué aux instances judiciaires pour la formation professionnelles des engagés.

Pourtant, compte tenant du fait qu'il n'est pas possible de distinguer le budget public annuel alloué à la formation ou à

l'éducation des juges et du personnel des tribunaux du budget de l'Institut National de la Justice, en 2012 n'a été inclus que le montant du budget public annuel alloué aux instances judiciaires pour la formation professionnelle des engagés.]

Please indicate the sources for answering questions 6, 9, 12 and 13.

Q. 6 - Ministère de la Justice, Cour Suprême de Justice, Q. 9 - Département d'administration judiciaire, Q. 12- Ministère de la Justice, Q. 13 - Parquet Général

1. 1. 3. Budgetary data concerning the whole justice system

15) The following data would be useful for information

15.1) (Former question 10) Annual approved public budget allocated to the whole justice system, in € (this global budget does not include only the court system as defined under question 6, but also the prison system, the judicial protection of juveniles, the operation of the Ministry of Justice, etc.)

NA

43879511

15.2) (Former question 11) Please indicate the budgetary elements that are included in the whole justice system. If "other", please specify in the "comment" box below.

Court (see question 6)	Yes
Legal aid (see question 12)	Yes
Public prosecution services (see question 13)	Yes
Prison system	Yes
Probation services	Yes
Council of the judiciary	Yes
Constitutional court	Yes
Judicial management body	Yes
State advocacy	NAP
Enforcement services	NAP
Notariat	NAP
Forensic services	Yes
Judicial protection of juveniles	NAP
Functioning of the Ministry of Justice	Yes
Refugees and asylum seekers services	No
Other	Yes

Comment :

La somme en question a inclue aussi le budget alloué pour les autorités suivantes: le Centre d'harmonisation de la législation, le Centre des Informations Juridique, le Service de l'Etat Civil, l'Institut National de Justice.

2. Access to justice

2. 1. Legal aid

2. 1. 1. Principles

16) Does legal aid apply to:

	Criminal cases	Other than criminal cases
Representation in court	Yes	Yes
Legal advice	Yes	Yes

17) Does legal aid include the coverage of or the exemption from court fees?

Yes

No

If yes, please specify:

18) Can legal aid be granted for the fees that are related to the enforcement of judicial decisions (e.g. fees of an enforcement agent)?

Yes

No

If yes, please specify:

19) Can legal aid be granted for other costs (different from questions 16 to 18, e.g. fees of technical advisors or experts, costs of other legal professionals (notaries), travel costs etc ? If yes, please specify it in the "comment" box below).

Criminal cases	Other than criminal cases
No	No

Comment :

20) Number of cases referred to the court for which legal aid has been granted. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Please specify in the "comment" box below, when appropriate.

[This question concerns only the annual number of cases for which legal aid has been granted to those referring a case to a court. It does not concern legal advice provided for cases that are not brought before the court.]

	Number
Total	9705
in criminal cases	NA
other than criminal cases	NA

Comment :

20.1) Number of cases not brought to court (see 12.2 above) for which legal aid has been granted. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Number of cases

20526

Comment :

21) In criminal cases, can individuals who do not have sufficient financial means be assisted by a free of charge (or financed by a public budget) lawyer?-----
Please specify in the "comment" box below.

Accused individuals	Yes
Victims	Yes

Comment :

La victime d'une infraction très grave ou extrêmement grave contre la personne, la victime de la torture, des traitements inhumains ou dégradants sans différence de sa reconnaissance en qualité de partie lésée ou partie civile, dispose du droit d'être assistée, dans les conditions de la loi, par un avocat qui accorde l'aide juridique garantie par l'Etat lorsque la personne ne dispose pas de ressources pour payer un avocat. (Article 58 alinéa (4) point 2) du Code de procédure pénale)

22) If yes, are individuals free to choose their lawyer within the framework of the legal aid system Yes No**23) Does your country have an income and assets evaluation for granting legal aid to the applicant ? If you have such a system but no data available, please indicate NA. If you do not have such a system, please indicate NAP.**-----
Please provide in the "comment" box below any information to explain the figures provided.

	amount of annual income (if possible for one person) in €	amount of assets in €
for criminal cases	97	NAP
for other than criminal cases?	97	NAP

Comment :

L'assistance juridique qualifiée est octroyée aux personnes dont le revenu mensuel moyen est inférieur au niveau minimum d'existence sur habitant du pays. Pour évaluer le revenu du demandeur d'assistance juridique garantie par l'Etat est prise en considération la moyenne mensuelle des revenus et des gains obtenus pendant les 6 derniers mois précédant le mois du dépôt de la demande.

Lorsque la personne a besoin d'une assistance juridique d'urgence dans le cas d'une garde à vue dans le procès pénal ou d'une procédure contraventionnelle ou lorsque la participation du défenseur s'avère obligatoire dans le procès pénal ou civil, l'assistance juridique qualifiée est accordée sans considération du niveau des revenus de la personne.

24) In other than criminal cases, is it possible to refuse legal aid for lack of merit of the case (for example for frivolous action or no chance of success)? Yes No

If yes, please explain the exact criteria for denying legal aid:

25) In other than criminal cases, is the decision to grant or refuse legal aid taken by: the court? an authority external to the court? a mixed authority (court and external bodies)?

26) Is there a private system of legal expense insurance enabling individuals (this does not concern companies or other legal persons) to finance court proceedings?

Yes

No

If appropriate, please inform about the current development of such insurances in your country; is it a growing phenomenon?

27) Can judicial decisions direct how legal costs, paid by the parties during the procedure, will be shared, in:

criminal cases?	No
other than criminal cases?	Yes

B.1 You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

- the characteristics of your legal aid system and the main reforms that have been implemented over the last two years

Concernant le point 27 il est à mentionner que selon l'article 94 du Code de procédure civile adopté par la Loi n°225-XV du 30/05/2003, l'instance de jugement oblige la partie ayant perdue le procès de payer à la demande de partie ayant obtenue gain de cause les frais en justice. Si l'action du requérant a été partiellement recevable alors on lui fait compenser les frais en justice proportionnellement à la partie déclarée recevable des allégations et au défendeur proportionnellement à la partie rejetée des allégations du requérant.

Dans les affaires pénales, les frais de justice sont supportées par l'Etat et les parties ne sont pas obligées à payer les frais de justice.

Please indicate the sources for answering questions 20 and 23:

Conseil National d'aide juridique

2. 2. Users of the courts and victims

2. 2. 1. Rights of the users and victims

28) Are there official internet sites/portals (e.g. Ministry of Justice, etc.) for which the general public may have free of charge access to the following:

The websites mentioned could appear in particular on the internet website of the CEPEJ. Please specify in the "comment" box below what documents and information the addresses for "other documents" include:

legal texts (e.g. codes, laws, regulations, etc.)? Internet address(es):

Yes

www.justice.md

case-law of the higher court/s? Internet address(es):

Yes

www.csj.md,
www.justice.gov.md,
www.constcourt.md

other documents (e.g. downloadable forms, online registration)? Internet address(es):

Yes

www.csj.md,
www.justice.gov.md,
http://ca.justice.md,
www.cnajgs.md

Comment :

29) Is there an obligation to provide information to the parties concerning the foreseeable timeframes of proceedings?

Yes

No

Yes only in some specific situations

If yes only in some specific situations, please specify:

30) Is there a public and free-of-charge specific information system to inform and to help victims of crime?

- Yes
 No

If yes, please specify:

Pour les victimes du trafic d'êtres humains et les victimes de violence domestique, un numéro de téléphone spécial à accès gratuit a été mis en place et une campagne publicitaire dans la mass-média a été déroulée afin de sensibiliser la société.

31) Are there special favourable arrangements to be applied, during judicial proceedings, to the following categories of vulnerable persons. If "other vulnerable person" and/or "other special arrangements", please specify it in the "comment" box below.

[This question does not concern the police investigation phase of the procedure and does not concern compensation mechanisms for victims of criminal offences, which are addressed under questions 32 to 34.]

	Information mechanism	Special arrangements in court hearings	Other
Victims of sexual violence/rape	No	Yes	Yes
Victims of terrorism	No	No	No
Children (witnesses or victims)	No	Yes	Yes
Victims of domestic violence	No	No	Yes
Ethnic minorities	No	No	No
Disabled persons	No	Yes	Yes
Juvenile offenders	No	Yes	Yes
Other (e.g. victims of human trafficking, forced marriage, sexual mutilation)	No	Yes	Yes

Comment :

Sur la demande de la victime de la violence en famille alléguant des menaces à la mort, l'application de la violence, la détérioration ou la destruction des biens ou d'autres actes illégaux, l'instance de jugement peut rendre une ordonnance de protection qui peut offrir une protection à la victime, en appliquant à l'agresseur l'une ou plusieurs des mesures suivantes:

- l'obligation de quitter temporairement le logement commun ou de se tenir loin du logement de la victime sans différence du droit de propriété sur les biens;
- l'obligation de se tenir loin de lieu de, à une distance qui pourrait assurer la sécurité de la victime;
- l'obligation de ne pas contacter la victime, ses enfants, d'autres personnes qui dépendent d'elle;
- l'interdiction de visiter le lieu de travail et de vie de la victime;
- la restriction de disposer unilatéralement des biens communs;
- l'obligation de passer un examen médical de l'état psychique et la dépendance de la drogue/alcool et, en cas d'existence d'un avis médical attestant la dépendance de la drogue /de l'alcool, de suivre un traitement médical forcé d'alcoolisme / de la drogue;
- l'obligation de participer à un programme spécial de traitement ou de conciliation si une pareille action est déterminée par l'instance de jugement en tant que nécessaire pour la réduction de la violence ou sa;
- l'interdiction de la garde et du port d'arme. (Article 215/1 du Code de procédure pénale et l'article 318/4 du Code de procédure civile)

L'affaire à l'égard d'un mineur est divisée autant que possible et forme un dossier séparé lorsqu'à la commission de l'infraction ont également participé des adultes. (Article 476 du Code de procédure pénale)

La garde à vue du mineur ainsi que son arrestation préventive ne peut être appliquée que dans des cas exceptionnels en cas infractions graves commises avec l'usage de la violence, assez graves ou exceptionnellement graves. La garde à vue ou l'arrestation préventive du mineur est annoncée immédiatement au procureur et aux parents ou d'autres représentants légaux du mineur, fait consigné dans le procès-verbal de garde à vue. (article 477 du Code de procédure pénale)

31.1) Is it possible for minors to be a party to a judicial proceedings :

- Yes
 No

If yes, please specify which procedure can be concerned (civil, criminal, administrative/normal or accelerated procedure) and at which conditions (can children benefit from legal aid, be represented by a lawyer, etc.) :

32) Does your country allocate compensation for victims of crime?

- Yes
 No

If yes, for which kind of offences

La victime d'un fait qui est constitutif d'une infraction a le droit de demander, dans les conditions du code de procédure pénale, la réparation des préjudices moraux, physiques et matériels .

La victime d'une infraction très grave ou extrêmement grave contre la personne, la victime de la torture, des traitements inhumains ou dégradants sans différence de sa reconnaissance en qualité de partie lésée ou partie civile; dispose du droit de recevoir un arrêt judiciaire sur la réparation matériel pour le préjudice causé par l'infraction. (Article 58 alinéa (4) point 4) du Code de procédure pénale).

33) If yes, does this compensation consist in:

- a public fund?
 damages to be paid by the responsible person (decided by a court decision)?
 a private fund?

34) Are there studies that evaluate the recovery rate of the damages awarded by courts to victims?

- Yes
 No

If yes, please illustrate with available data concerning the recovery rate, the title of the studies, the frequency of the studies and the coordinating body:

35) Do public prosecutors have a specific role with respect to the victims (protection and assistance)?

- Yes
 No

If yes, please specify:

Par exemple: selon la Loi sur la prévention et la lutte contre le trafic d'êtres humains, le Procureur assure au cours de la poursuite pénale la protection et l'assistance aux victimes du trafic.

36) Do victims of crime have the right to dispute a public prosecutor's decision to discontinue a case?

Please verify the consistency of your answer with that of question 105 regarding the possibility for a public prosecutor "to discontinue a case without needing a decision by a judge".

- Yes
 No
 NAP (the public prosecutor cannot decide to discontinue a case on his/her own. A decision by a judge is needed).

If necessary, please specify:

Selon l'article 313 du Code de procédure pénale, la plainte peut être adressées au juge d'instruction dans le délai de 10 jours à compter du jour de la notification de la réponse du Procureur ou de l'expiration de la date limite pour cette réponse.

2. 2. 2. Confidence of citizens in their justice system

37) Is there a system for compensating users in the following circumstances:

- excessive length of proceedings?
 non execution of court decisions?
 wrongful arrest?
 wrongful condemnation?

Where appropriate, please give details on the compensation procedure, the number of cases, the result of the procedures and the existing mechanism for calculating the compensation

(e.g. the amount per day for unjustified detentions or convictions):

Le 21 avril 2011, le Parlement de la République de Moldova a adopté la loi no 87 relative à la réparation par l'État du préjudice causé par la durée excessive du procès ou par la non-exécution dans un délai raisonnable de la décision de justice.

Les dispositions de la Loi n°1545-XIII du 25/02/1998 concernant la modalité de réparation du préjudice causé par les actions illicites des organes de poursuite pénale, de la procuratoura et des instances judiciaires réglemente les cas et la modalité de détermination des quantum des montants réparables. Le tarif quotidien n'est pas spécifié de façon expresse.

Les articles 243 et 246 du Code de procédure civile disposent que lorsque l'instance judiciaire prononce l'arrêt en encaissement d'une somme d'argent ou en ad jugement d'un bien en nature, elle consigne aussi l'intérêt de retard déterminée en conformité avec l'art. 619 du Code civil, que le débiteur doit acquitter même en absence de la culpabilité lorsqu'il n'exécute pas l'arrêt dans un délai de 90 jours à partir de la date où il est rendu définitif.

38) Does your country have surveys aimed at legal professionals and court users to measure their trust and/or satisfaction with the services delivered by the judicial system? (multiple options possible)

- (Satisfaction) surveys aimed at judges
- (Satisfaction) surveys aimed at court staff
- (Satisfaction) surveys aimed at public prosecutors
- (Satisfaction) surveys aimed at lawyers
- (Satisfaction) surveys aimed at the parties
- (Satisfaction) surveys aimed at other court users (e.g. jurors, witnesses, experts, interpreters, representatives of governmental agencies)
- (Satisfaction) surveys aimed at victims

If possible, please specify their titles, object and websites where they can be consulted:

39) If possible, please specify:

	Surveys at a regular interval (for example annual)	Occasional surveys
Surveys at national level	No	No
Surveys at court level	No	No

40) Is there a national or local procedure for making complaints about the functioning of the judicial system (for example the handling of a case by a judge or the duration of a proceeding)?

- Yes
- No

41) Please specify which authority is responsible for dealing with such complaints and inform whether there is or not a time limit to respond and/or a time limit for dealing with the complaint (multiple options possible). Please give information concerning the efficiency of this complaint procedure in the "comment" box below.

	Time limit to respond (e.g. to acknowledge receipt of the complaint, to provide information on the follow-up to be given to the complaint, etc.)	Time limit for dealing with the complaint
Court concerned	Yes	Yes
Higher court	No	No
Ministry of Justice	No	No
High Council of the Judiciary	Yes	Yes
Other external bodies (e.g. Ombudsman)	No	No

Comment :

La demande de traduction devant la justice en constatation de la violation du droit au jugement dans un délai raisonnable de

l'affaire et la réparation du préjudice causé par la même violation est introduite en conformité avec les règles de compétence juridictionnelle établies par le chapitre IV du Code de procédure civile de la République de Moldova et est examinée par une autre chambre de jugement que celle ayant examiné (examine) l'affaire avec la violation prétendue.

Dans le cas des affaires visant la violation du droit au jugement dans un délai raisonnable, la demande de traduction devant la justice peut être introduite dans le cadre de l'examen du fond de l'affaire ou dans le délai de 6 mois à partir de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du procureur sur la cessation de la poursuite pénale ou de l'enlèvement de la poursuite pénale ou de l'acte judiciaire de disposition.

La demande de traduction devant la justice est examinée par l'instance saisie au plus tard dans 3 mois à compter de la date du dépôt. (Loi no 87 relative à la réparation par l'État du préjudice causé par la durée excessive du procès ou par la non-exécution dans un délai raisonnable de la décision de justice)

41.1) Please indicate the number of complaints that are upheld and the amount of compensation given to users in 2012 for complaints about the functioning of the judicial system

NA

3. Organisation of the court system

3. 1. Functioning

3. 1. 1. Courts

42) Number of courts considered as legal entities (administrative structures) and geographic locations. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Total number
42.1 First instance courts of general jurisdiction (legal entities)	46
42.2 First instance specialised Courts (legal entities)	2
42.3 All the courts (geographic locations) (this includes 1st instance courts of general jurisdiction, first instance specialised courts, all second instance courts and courts of appeal and all supreme courts)	54

43) Number (legal entities) of first instance specialised courts (or specific judicial order). If data is not available, please indicate NA.

If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Number
Total (must be the same as the data given under question 42.2)	2
Commercial courts (excluded insolvency courts)	1
Insolvency courts	NAP
Labour courts	NAP
Family courts	NAP
Rent and tenancies courts	NAP
Enforcement of criminal sanctions courts	NAP
Fight against terrorism, organised crime and corruption	NAP
Internet related disputes	NAP
Administrative courts	NAP
Insurance and / or social welfare courts	NAP
Military courts	1
Other specialised 1st instance courts	NAP

Comment :

Le Tribunal Commercial de Circonscription examine en qualité de première instance toutes les affaires et les demandes relevant de sa compétence, à voir – les affaires civiles en contestation, en conformité avec la loi, des jugements arbitraux; la délivrance des titres d'exécution forcée des jugements arbitraux; la réorganisation et la dissolution des personnes morales; la défense de la réputation professionnelle dans l'activité entrepreneuriale et dans l'activité économique.

44) Is there a foreseen change in the structure of courts [for example a reduction of the number of courts (geographic locations) or a change in the powers of courts]?

Yes

No

If yes, please specify:

Point 1.1.1. du Plan d'actions pour la mise en œuvre de la Stratégie de réorganisation dans le domaine de la justice pour les années 2011-2016, adopté par l'Arrêté du Parlement du 16 février 2012 prévoit – l'Optimisation de la carte de dislocation des instances judiciaires afin de renforcer la capacité institutionnelle des instances, du nombre des juges et d'assurer l'utilisation la plus efficace des ressources disponibles, avec l'organisation d'une série d'actions visant à réaliser des études et recommandations au sujet concerné et des projets de modification du cadre normatif, l'élaboration d'une nouvelle carte de dislocation des instances judiciaires et l'optimisation du nombre de juges.

45) Number of first instance courts (geographic locations) competent for the following cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Number
a debt collection for small claims	47
a dismissal	46
a robbery	47

Please give the definition for small claims and indicate the monetary value of a small claim:

NA

Please indicate the sources for answering questions 42, 43 and 45:

Q. 42, 43 et 45 - Conseil Supérieur de la Magistrature

3. 1. 2. Judges, court staff

46) Number of professional judges sitting in courts (if possible on 31 December 2012) (please give the information in full-time equivalent and for permanent posts actually filled for all types of courts - general jurisdiction and specialised courts). If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Please provide in the "comment" box below any useful comment for interpreting the data above.

[Please make sure that public prosecutors and their staff are excluded from the following figures (they will be part of questions 55-60). If a distinction between staff attached to judges and staff attached to prosecutors cannot be made, please indicate it clearly.]

Please indicate the number of posts that are actually filled at the date of reference and not the theoretical budgetary posts.]

	Total	Males	Females	NAP
Total number of professional judges (1 + 2 + 3)	441	264	177	
1. Number of first instance professional judges	322	198	124	
2. Number of second instance (court of appeal) professional judges	86	46	40	
3. Number of supreme court professional judges	33	20	13	

Comment :

47) Number of court presidents (professional judges). If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Total	Males	Females	NAP
Total number of court presidents (1 + 2 + 3)	50	37	13	
1. Number of first instance court presidents	44	30	14	
2. Number of second instance (court of appeal) court presidents	5	5	0	
3. Number of supreme court presidents	1	1	0	

48) Number of professional judges sitting in courts on an occasional basis and who are paid as such (if possible on 31 December 2012).

Please provide in the "comment" box below any information to explain the answer under question 48.

Gross figure

NAP

If possible, in full-time equivalent

NAP

Comment :

Dans le système judiciaire de la République de Moldova, il n'existe pas des juges professionnels exerçant à titre occasionnel.

49) Number of non-professional judges who are not remunerated but who can possibly receive a simple defrayal of costs (if possible on 31 December 2012) (e.g. lay judges and "juges consulaires", but not arbitrators and persons sitting in a jury):

If such non-professional judges exists in your country, please specify it in the "comment" box below:

Gross figure

NAP

Comment :

50) Does your judicial system include trial by jury with the participation of citizens?

Yes

No

If yes, for which type of case(s)?

51) Number of citizens who were involved in such juries for the year of reference:

NAP

52) Number of non-judge staff who are working in courts for judges (if possible on 31 December 2012) (this data should not include the staff working for public prosecutors; see question 60) (please give the information in full-time equivalent and for permanent posts actually filled). If "other non-judge staff", please specify it in the "comment" box below.

Total non-judge staff working in courts (1 Yes (among which women) 1 512
 + 2 + 3 + 4 + 5)

- | | |
|---|-----|
| 1. Rechtspfleger (or similar bodies) with judicial or quasi-judicial tasks having autonomous competence and whose decisions could be subject to appeal | NAP |
| 2. Non-judge staff whose task is to assist the judges (case file preparation, assistance during the hearing, court recording, helping to draft the decisions) such as registrars | NA |
| 3. Staff in charge of different administrative tasks and of the management of the courts (human resources management, material and equipment management, including computer systems, financial and budgetary management, training management) | NA |
| 4. Technical staff | NA |
| 5. Other non-judge staff | NAP |

Comment :

[mail du CN du 10/04/2014 : Par la Loi n°153 du 05.07.2012 modifiant et complétant certains actes législatifs, en vigueur du 03.08.2012, a été modifiée la structure du secrétariat des instances judiciaires, y compris les nouvelles fonctions publiques introduites, à voir „chef du secrétariat des instances judiciaires” et „assistant judiciaire”.

De cette façon, la structure du secrétariat des instances judiciaires comprend le service de greffe et le service administratif. Le greffe du secrétariat des instances judiciaires assiste les juges durant la procédure de réalisation de la justice. Le greffe comprend également des sous-divisions des greffiers, des assistants judiciaires, le service de traduction ainsi que le service de systématisation et de généralisation de la pratique judiciaire et relations avec le public, la section évidence et documentation de procédure.

Les fonctions de chef de service du secrétariat des instances judiciaires et d'assistant judiciaires devaient être introduites dans le cadre des instances en conformité avec le plan, comme suit:

- a) à compter du 1 septembre 2012 – dans le cadre des Cour d'appel et des tribunaux de la ville de Chisinau;
- b) à compter du 1 janvier 2013 – dans le cadre de tous les tribunaux à la fois avec l'optimisation de la dislocation des instances judiciaires et la création des conditions nécessaires.

Ayant en vue le fait que la mise en œuvre des dispositions de la Loi respective s'est produit pendant une période se rapportant aussi à l'année 2013, il a été considéré opportun de n'indiquer que le nombre total du personnel non juge travaillant dans les tribunaux.]

53) If there are Rechtspfleger (or similar bodies) in your judicial system, please describe briefly their status and duties:

54) Have the courts delegated certain services, which fall within their powers, to private providers (e.g. IT services, training of staff, security, archives, cleaning)?

Yes

No

If yes, please specify:

la sécurité

C1 You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

- the characteristics of your judicial system and the main reforms that have been implemented over the last two years

Please indicate the sources for answering questions 46, 47, 48, 49 and 52

A la réponse n° 46 - le Conseil Supérieur de la Magistrature , A la réponse n° 52- Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire)

3. 1. 3. Public prosecutors and staff

55) Number of public prosecutors (if possible on 31 December 2012) (please give the information in full-time equivalent and for permanent posts actually filled, for all types of courts – ordinary and specialised jurisdictions). If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP. Please provide in the "comment" box below any useful information for interpreting the data.

	Total	Males	Females	NAP
Total number of prosecutors (1 + 2 + 3)	743	497	246	
1. Number of prosecutors at first instance level	597	398	199	
2. Number of prosecutors at second instance (court of appeal) level	23	17	6	
3. Number of prosecutors at supreme court level	123	82	41	

Comment :

Le nombre de procureurs auprès des cours suprêmes comprend le nombre total de procureurs du Parquet Général.

56) Number of heads of prosecution offices. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Please provide in the "comment" box below any useful information for interpreting the data.

	Total	Males	Females	NAP
Total number of heads of prosecution offices (1 + 2 + 3)	109	99	10	
1. Number of heads of prosecution offices at first instance level	102	92	10	
2. Number of heads of prosecution offices at second instance (court of appeal) level	6	6	0	
3. Number of heads of prosecution offices at supreme court level	1	1	0	

Comment :

Le nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes comprend le nombre total de procureurs chefs du Parquet Général.

57) Do other persons have similar duties to public prosecutors?

Yes

No

NA

Number (full-time equivalent)

58) If yes, please specify their title and function:

59) If yes, is their number included in the number of public prosecutors that you have indicated under question 55?

Yes

No

59.1) Do all prosecution offices have specially trained prosecutors in domestic violence and sexual violence etc.?

Yes

60) Number of staff (non-public prosecutors) attached to the public prosecution service (if possible on 31 December 2012) (without the number of non-judge staff, see question 52) (in full-time equivalent and for permanent posts actually filled).

Number NA 400

Among which women NA 187

C2 You can indicate below:

- Any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

- The characteristics of your judicial system and the main reforms that have been implemented over the last two years

Please indicate the sources for answering questions 55, 56 and 60.

Parquet Général

3. 1. 4. Management of the court budget

61) Who is entrusted with responsibilities related to the budget within the court?

If "other", please specify it in the "comment" box below.

	Preparation of the budget	Arbitration and allocation	Day to day management of the budget	Evaluation and control of the use of the budget
Management Board	No	No	No	No
Court President	Yes	Yes	Yes	Yes
Court administrative director	No	No	No	No
Head of the court clerk office	No	No	No	No
Other	No	No	No	No

Comment :

Par la Loi n°153 du 31 aout 2012, en vigueur du 21 aout 2012, a été modifiée la structure du secrétariat des instances judiciaires avec l'institution de nouvelles fonctions publiques, y compris celle de „Chef du secrétariat des instances judiciaires”. L'une des attributions du chef du secrétariat de l'instance judiciaire c'est la gestion des ressources financières allouées à l'instance judiciaire. De facto, les chefs des instances judiciaires ont été nommés en fonction à partir de l'année 2013.

3. 1. 5. Use of Technologies in courts

62) For direct assistance to the judge/court clerk, what are the computer facilities used within the courts?

| Word processing | |

	100% of courts
Electronic data base of caselaw	100% of courts
Electronic files	+50% of courts
E-mail	100% of courts
Internet connection	100% of courts

63) For administration and management, what are the computer facilities used within the courts?

Case registration system	100% of courts
Court management information system	-10% of courts
Financial information system	+50% of courts
Videoconferencing	-10% of courts

64) For the electronic communication and exchange of information between the courts and their environment, what are the computer facilities used by the courts ?

Si "autres moyens de communication électronique", veuillez le préciser dans la boîte de commentaires ci-dessous.

Electronic web forms	0 % of courts
Website	100% of courts
Follow-up of cases online	100% of courts
Electronic registers	100% of courts
Electronic processing of small claims	0 % of courts
Electronic processing of undisputed debt recovery	0 % of courts
Electronic submission of claims	0 % of courts
Videoconferencing	-10% of courts
Other electronic communication facilities	0 % of courts

Comment :

65) The use of videoconferencing in the courts (details on question 63).

Please indicate in the "comment" box below any clarification on the legal framework and the development of videoconferencing in your country.

65.1 In criminal cases, do courts or prosecution offices use videoconferencing for hearings in the presence of defendants or witnesses or victims?	Yes
65.2 Can such court hearing be held in the police station and/or in the prison?	No
65.3 Is there any specific legislation on the conditions for using videoconferencing in the courts / prosecution offices, especially in order to protect the rights of the defence?	No
65.4 Is videoconferencing used in other than criminal cases?	No

Comment :

C3 You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your judicial system and the main reforms that have been implemented over the last two years

[mail du CN du 24/4/2014 : Les informations indiquées pour l'année 2012 sont correctes. Dans la deuxième partie de l'année 2012 a eu lieu l'installation de l'équipement audio-vidéo pour les auditions des victimes ou des témoins dans le cadre du procès pénal dans les Cour d'Appel et les Parquets de 3 villes (points régionaux) – Chişinău, Bălţi, Cahul, y compris un mécanisme d'enregistrement des témoignages, en conformité avec les exigences de l'article 110 du Code de procédure pénale. Le 21 septembre 2012, un système d'audition par téléconférence a été officiellement lancé. Le nouvel équipement qui sera utilisé pendant les séances de jugement donnera la possibilité et le droit aux témoins et aux victimes d'exploitation sexuelle et par le travail, de l'abus et de la violence de participer en séance et de déposer des témoignages en conditions de sûreté, sans risquer d'être soumis à la révictimisation ou aux multiples auditions. Ce

fait va contribuer à assurer le respect et la protection des droits des victimes et augmenter la qualité de la poursuite et du jugement des affaires de traite des êtres humains. Les informations pour l'année 2010 sont différentes à raison du pourcentage indiqué des instances judiciaires dans lesquelles il y a installé le système d'enregistrement audio/vidéo des séances de jugement "SRS Femida", formé par un équipement périphérique (des ordinateurs et des microfaunes) et un soft spécial d'enregistrement.]

3. 2. Monitoring and evaluation

3. 2. 1. Performance and evaluation

66) Is there a centralised institution that is responsible for collecting statistical data regarding the functioning of the courts and judiciary?

Yes

No

If yes, please indicate the name and the address of this institution:

Conseil Supérieur de la Magistrature, mun. Chisinau,
rue Kogalniceanu n° 70, MD 2009,

Département de l'administration judiciaire, mun. Chisinau,
bd Stefan cel Mare n° 124 B.

66.1) Does this institution publish statistics on the functioning of each court on the internet:

Yes

No, only in an intranet website

No

67) Are individual courts required to prepare an annual activity report (that includes, for example, data on the number of cases processed or pending cases, the number of judges and administrative staff, targets and assessment of the activity)?

Yes

No, only in an intranet website

68) Do you have, within the courts, a regular monitoring system of court activities concerning:

The monitoring system aims to assess the day-to-day activity of the courts (namely, what the courts produce) thanks in particular to data collections and statistical analysis (see also questions 80 and 81).

number of incoming cases?

number of decisions delivered?

number of postponed cases?

length of proceedings (timeframes)?

other?

If other, please specify:

69) Do you have a system to evaluate regularly the activity (in terms of performance and output) of each court?

The evaluation system refers to the performance of the court systems with prospective concerns, using indicators and targets. The evaluation may be of more qualitative nature (see questions 69-77). It does not refer to the evaluation of the overall (good) functioning of the court (see question 82).

Yes

No

If yes, please specify:

70) Concerning court activities, have you defined performance and quality indicators (if no, please skip to question 72)

- Yes
 No

71) Please select the 4 main performance and quality indicators that have been defined:

- incoming cases
 length of proceedings (timeframes)
 closed cases
 pending cases and backlogs
 productivity of judges and court staff
 percentage of cases that are processed by a single sitting judge
 enforcement of penal decisions
 satisfaction of court staff
 satisfaction of users (regarding the services delivered by the courts)
 judicial quality and organisational quality of the courts
 costs of the judicial procedures
 other:

If other, please specify:

72) Are there quantitative performance targets (for instance a number of cases to be addressed in a month) defined for each judge?

- Yes
 No

73) Who is responsible for setting the targets for each judge?

- executive power (for example the Ministry of Justice)?
 legislative power
 judicial power (for example a High Judicial Council, Higher Court)
 President of the court
 other

If other, please specify:

74) Are there performance targets defined at the level of the court (if no please skip to question 77)?

- Yes
 No

75) Who is responsible for setting the targets for the courts?:

- executive power (for example the ministry of Justice)?
 legislative power
 judicial power (for example a High Judicial Council, Higher Court)
 President of the court
 other

If other, please specify:

76) Please specify the main targets applied to the courts:

77) Who is responsible for evaluating the performance of the courts (see questions 69 to 76)? (multiple options possible)

- High Council of judiciary
- Ministry of Justice
- Inspection authority
- Supreme Court
- External audit body
- Other

If other, please specify :

78) Are quality standards determined for the whole judicial system (are there quality systems for the judiciary and/or judicial quality policies)?

- Yes
- No

If yes, please specify:

79) Do you have specialised court staff that is entrusted with these quality standards?

- Yes
- No

80) Do you monitor backlogs and cases that are not processed within a reasonable timeframe for ?

- in civil law cases
- in criminal law cases
- in administrative law cases

81) Do you monitor waiting time during court procedures?

- Yes
- No

If yes, please specify:

82) Is there a system to evaluate the overall (smooth) functioning of courts on the basis of an evaluation plan (plan of visits) agreed beforehand?

This question does not concern the specific evaluation of performance indicators.

- Yes
- No

Please specify the frequency of the evaluation:

L'activité organisationnelle des instances judiciaires dans le cadre de la réalisation de la justice est vérifiée par l'inspection judiciaire. Il y a deux formes de vérification:

- 1) le contrôle ordinaire – pour l'examen d'un cas concret ou d'un domaine particulier d'activité;
- 2) le contrôle complexe – pour l'examen de toute l'activité de réalisation de la justice.

Les contrôles ordinaires et complexes peuvent avoir le caractère planifié ou inopiné. Dans le but du déroulement des contrôles planifiés de l'activité organisationnelle des instances judiciaires, des plans annuels de vérification des instances sont élaborés et approuvés. Les contrôles complexes planifiés de l'activité organisationnelle de chaque instance judiciaire se déroulent au moins une fois pendant 3 ans. (Art. 7/2 de la Loi sur le Conseil Supérieur de la Magistrature introduit par la Loi n°153 du 05.07.12)

83) Is there a system for monitoring and evaluating the performance of the public prosecution service?

- Yes
 No

If yes, please give further details:

Evaluation de l'activité – mensuelle, trimestrielle, par semestre, annuellement.

C.4 You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your court monitoring and evaluation systems

4. Fair trial

4. 1. Principles

4. 1. 1. General principles

84) Percentage of first instance criminal in absentia judgments (cases in which the suspect is not attending the hearing in person nor represented by a lawyer)?

NA

85) Is there a procedure to effectively challenge a judge if a party considers that the judge is not impartial?

- Yes
 No

Number of successful challenges (in a year):

NA

86) Number of cases regarding Article 6 of the European Convention of Human Rights on duration and non-execution. If data is not available, please indicate NA.

	Cases declared inadmissible by the Court	Friendly settlements	Judgements establishing a violation	Judgements establishing a non violation
Civil proceedings - Article 6§1 (duration)	2	0	0	0
Civil proceedings - Article 6§1 (non-execution)	9	4	0	1
Criminal proceedings - Article 6§1 (duration)	0	0	0	1

Please indicate the sources:

Ministère de la Justice

D.1 You can indicate below any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

Concernant la question 86 : le 21 avril 2011, le Parlement de la République de Moldova a adopté la loi no 87 relative à la réparation par l'Etat du préjudice causé par la durée excessive du procès ou par la non-exécution dans un délai raisonnable de la décision de justice (en vigueur au 1 juillet 2011). Aux termes de l'article 4 de cette loi, les instances nationales jugent la plainte relative à la réparation par l'État du préjudice causé par la durée excessive du procès ou par l'inexécution dans un délai raisonnable de la décision de justice dans une période de trois mois. La Cour européenne des droits de l'homme s'est déjà prononcée sur le nouveau remède introduit par la loi no 87 concernant l'inexécution des décisions de justice et avoir conclu qu'il était effectif (voir Balan c. Moldova (déc.), no 44746/08, 24 janvier 2012 ; Manascurta c. Moldova (déc.), no 31856/07, 14 février 2012).

4. 2. Timeframes of proceedings

4. 2. 1. General information

87) Are there specific procedures for urgent matters as regards:

- civil cases?
 criminal cases?
 administrative cases?
 there is no specific procedure

If yes, please specify:

Au sens de l'article 20 du Code de procédure pénale, la poursuite pénale et le jugement des affaires pénales mettant en accusation des soupçonnés, des accusés, des inculpés en arrêt préventif, de même que des mineures, sont effectués d'urgence et de façon préférentielle.

Au terme de l'article 544 du Code de procédure pénale, la demande d'extradition à l'égard d'une personne arrêtée est examinée d'urgence et de façon prioritaire.

Au sens de l'article 192 du Code de procédure civile, les affaires sur l'encaissement de la pension d'entretien, de la défense des droits et des intérêts du mineur, de la réparation du préjudice causé suite à la lésion de l'intégrité corporelle ou par autre lésion de la santé ou par le décès, les litiges du travail, la contestation des actes normatifs, des décisions, des actions ou inactions des autorités publiques, des autres organes et organisations, des personnes officielles et des fonctionnaires publics, sont jugées d'urgence et de façon prioritaire.

L'examen des demandes visant l'application des mesures de protection dans le cas de violence en famille (Chapitre XXX/1 du Code de procédure civile et le Chapitre II du Code de procédure pénale).

88) Are there simplified procedures for:

- civil cases (small disputes)?
- criminal cases (small offences)?
- administrative cases?
- there is no simplified procedure

If yes, please specify:

Conformément à l'article 344 du Code de procédure civile, l'ordonnance judiciaire est une disposition rendue par le juge unique en vertu des pièces fournies par le créancier en référence à l'encaissement des sommes d'argent ou la revendication des biens du débiteur dans les prétentions spécifiées à l'art. 345.

Article 345. Les prétentions en vertu desquels une ordonnance judiciaires est émise L'ordonnance judiciaire est émise lorsque la prétention:

- a) dérive d'une acte juridique authentifié par voie notariale,
- b) résulte d'un acte juridique conclu dans un simple écrit alors que la loi n'en dispose autrement,
- c) est fondée sur le proteste de la traite sur le non acquittement, non acceptation ou l'absence de date de l'accord authentifié par voie notariale,
- d) tient de l'encaissement de la pension d'entretien de l'enfant mineur qui ne nécessite pas d'établir la paternité, la contestation de la paternité (maternité) ou l'inclusion dans le procès des autres personnes intéressées,
- e) vise la perception du salaire ou des droits calculés mis non acquittés au salarié,
- f) est introduite par l'organe de police, l'organe fiscal ou de l'huissier judiciaire concernant l'encaissement des dépenses afférentes aux recherches du défendeur ou du débiteur ou de ses biens ou de l'enfant repris du débiteur en vertu d'un arrêt judiciaire, de même que des dépenses liés à la garde des biens séquestrés du débiteur et des biens du débiteur évacué du logement,
- g) résulte de l'achat en crédit ou l'octroi en leasing de certains biens,
- h) résulte de la non restitution des livres pris à la bibliothèque,
- i) découle du fait que l'agent économique n'a pas honoré sa dette envers le Fond Social,
- j) résulte des sommes restantes de l'impôt ou de l'assurance sociale d'état,
- k) poursuit l'exercice du droit de gage,
- l) résulte de la non acquittement par les personnes physiques et morales des primes d'assurance obligatoire de l'assistance médicale;
- m) résultant des dispositions de l'art. 99 alin. (4) du Code d'exécution (Poursuite des créances du débiteur);
- n) résultant des factures qui sont dues à la date de leur présentation.

En vertu de l'article 545 du Code de procédure pénale, la demande de l'autorité compétente de l'Etat étranger d'extrader une personne ou de la mettre en arrêt provisoire aux fins de l'extradition on peut accorder l'extradition du citoyen étranger ou de l'apatride à l'égard duquel un mandat d'arrêt pour l'extradition a été délivré, sans poursuivre la procédure formelle d'extradition lorsque la personne consent la procédure de l'extradition simplifiée et que son consentement est confirmé par l'instance de jugement.

88.1) For these simplified procedures, may judges deliver an oral judgement with a written order and dispense with a full reasoned judgement?

Yes

No

89) Do courts and lawyers have the possibility to conclude agreements on arrangements for processing cases (presentation of files, decisions on timeframes for lawyers to submit their conclusions and on dates of hearings)?

Yes

No

If yes, please specify:

Il est toujours possible de convenir en séance judiciaire les dates des audiences suivantes.

4. 2. 2. Case flow management and timeframes of judicial proceedings

90) Comment:

The national correspondents are invited to pay special attention to the quality of the answers to questions 91 to 102 regarding case flow management and timeframes of judicial proceedings. The CEPEJ agreed that the subsequent data would be processed and published only if answers from a significant number of member states – taking into account the data presented in the previous report – are given, enabling a useful comparison between the systems.

91) First instance courts: number of other than criminal and criminal law cases.

Number of other than criminal law cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Note 1: cases mentioned in categories 3 to 5 (enforcement, land registry, business register) should be presented separately in the table. Cases mentioned in category 6 (administrative law) should also be separately mentioned for the countries which have specialised administrative courts or separate administrative law procedures or are able to distinguish in another way between administrative law cases and civil law cases.

Note 2: check if the figures submitted are (horizontally and vertically) consistent. Horizontal consistent data means: "(pending cases on 1 January 2012 + incoming cases) – resolved cases" should give the correct number of pending cases on 31 December 2012. Vertical consistency of data means that the sum of the individual case categories 1 to 7 should r

	Pending cases on 1 Jan. '12	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '12
Total of other than criminal law cases (1+2+3+4+5+6+7)*	28048	115273	115688	27633
1. Civil (and commercial) litigious cases (if feasible without administrative law cases, see category 6)*	24117	81908	82160	23865
2. General civil (and commercial) non-litigious cases, e.g. uncontested payment orders, request for a change of name, etc. (if feasible without administrative law cases; without enforcement cases, registration cases and other cases, see categories 3-7)*	55	12891	12880	66
3. Non litigious enforcement cases	548	11310	11116	742
4. Non litigious land registry cases**	NAP	NAP	NAP	NAP
5. Non litigious business registry cases**	NAP	NAP	NAP	NAP
6. Administrative law cases	2778	6799	7117	2460
7. Other cases (e.g. insolvency registry cases)	550	2365	2415	500

92) If courts deal with "civil (and commercial) non-litigious cases", please indicate the case categories included:

93) If "other cases", please indicate the case categories included:

94) Number of criminal law cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Note: please check if the figures submitted are (horizontally and vertically) consistent. Horizontal consistent data means that: "(pending cases on 1 January 2012 + incoming cases) – resolved cases" should give the correct number of pending cases on 31 December 2012. Vertical consistency of data means that the sum of the categories 8 and 9 for criminal cases should reflect the total number of criminal cases.

	Pending cases on 1 Jan. '12	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '12
Total of criminal cases (8+9)	3458	11808	10703	4563
8. Severe criminal cases	NA	NA	NA	NA
9. Misdemeanour and / or minor criminal cases	NA	NA	NA	NA

95) To differentiate between misdemeanour / minor offenses and serious offenses and ensure the consistency of the responses between different systems, the CEPEJ invites to classify as misdemeanour / minor all offenses for which it is not possible to pronounce a sentence of privation of liberty. Conversely, should be classified as severe offenses all offenses punishable by a deprivation of liberty (arrest and detention, imprisonment). If you cannot make such a distinction, please indicate the categories of cases reported in the category "serious offenses" and cases reported in the category "minor offenses":

[mail du CN du 14/05/2014 : commentaire 2010 « Selon l'article 16 du Code pénal, les infractions sont classifiées comme suit:

infractions légères - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 2 ans;
 infractions moins graves - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 5 ans;
 infractions graves - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 15 ans;
 infractions extrêmement graves - les faits pénaux intentionnels punis d'une peine privative de liberté excédant 15 ans;
 infractions exceptionnellement graves - les faits pénaux intentionnels punis avec réclusion à perpétuité. »

Le commentaire inclus pour l'année 2010 est valide, sauf une petite exception. L'article 16 du Code pénal a été partiellement modifié et, en spécial le syntagme "15 ans" a été substitué par le syntagme "12 ans" .

Par conséquent, selon l'article 16 du Code pénal, les infractions sont classifiées comme suit:

« infractions légères - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 2 ans;
 infractions moins graves - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 5 ans;
 infractions graves - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 12 ans;
 infractions extrêmement graves - les faits pénaux intentionnels punis d'une peine privative de liberté excédant 12 ans;
 infractions exceptionnellement graves - les faits pénaux intentionnels punis avec réclusion à perpétuité. »

Pourtant, après l'étude détaillée des données fournies il est à mentionner que, les données statistiques concernant le nombre d'affaires pénales traitées par les instances judiciaires (en tant qu'instance de fond, d'appel et de recours) ne reflètent pas que le nombre total des affaires pénales, tant concernant les personnes physiques que morales accusées d'avoir commis les infractions prévues par le Code pénal, sans être classifiées en fonction du caractère et du degré préjudiciable.

Il est à noter que les affaires concernant les contraventions administratives traitées par les instances judiciaires en conformité avec les dispositions du Code contraventionnel n° 218 du 24.10.2008 en vigueur du 31.05.2009 n'ont pas été incluses, bien que selon la Note explicative pour l'année, 2012 elles auraient du être incluses.

Dans ce contexte, il faut remarquer que pour la catégorie des affaires pénales ont été établies des exigences différentes dans la Note explicative a la Grille pour l'évaluation des systèmes judiciaires pour l'année 2010 et, respectivement pour 2012.

Alors, pour l'année 2010 dans la note explicative il était indiqué que : „Le total des affaires en matière pénale inclut toutes les infractions définies comme pénales par la loi. Les infractions pénales incluent des actes normalement poursuivis par le ministère public.”(voir Questions 90 a 100, page 20). Alors que dans la note explicative pour l'année 2012 il est indiqué que: “Sont considérées ici comme affaires en matière pénale toutes les affaires pour lesquelles une sanction peut être prononcée par un juge, même si ces sanctions relèvent dans certains systèmes nationaux d'un code administratif (par exemple amendes ou travaux d'intérêt général.” (voir Questions 90 a 100, page 18).

Respectivement, les données fournies pour l'année 2010 ne sauront pas être comparées avec celles de l'année 2012 dans la partie en référence au nombre des affaires pénales examinées par les instances judiciaires parce que l'information fournie a été différente.]

96) Comments on questions 90 to 95 (specific situation in your country e.g. NA-answers and the calculation of the total number of other than criminal law cases, differences in horizontal consistency etc.)

97) Second instance courts: total number of cases

Number of "other than criminal law" cases.

If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Pending cases on 1 Jan. '12	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '12
Total of other than criminal law cases (1+2+3+4+5+6+7)	3 764	13 839	14 419	3 184
1. Civil (and commercial) litigious cases (if feasible without administrative law cases, see category 6)*	3 644	12 764	13 399	3 009
2. General civil (and commercial) non-litigious cases, e.g. uncontested payment orders, request for a change of name, etc. (if feasible without administrative law cases; without enforcement cases, registration cases and other cases, see categories 3-7)*	NA	NA	NA	NA
3. Non litigious enforcement cases	NA	NA	NA	NA
4. Non litigious land registry cases	NAP	NAP	NAP	NAP
5. Non litigious business registry cases	NAP	NAP	NAP	NAP
6. Administrative law cases	120	1 075	1 020	175
7. Other cases (e.g. insolvency registry cases)	NA	NA	NA	NA

98) Number of criminal law cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Pending cases on 1 Jan. '12	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '12
Total of criminal cases (8+9)	565	4504	4045	1024
8. Severe criminal cases	NA	NA	NA	NA
9. Misdemeanour and/or minor criminal cases	NA	NA	NA	NA

Comment :

[mail du CN du 14/05/2014 : Les données statistiques pour les années 2010 et 2012 ne peuvent pas être comparées par les mêmes raisons indiquées à la Q. 97. En particulier, pour le cycle d'évaluation 2012-2014, ont été incluses les données statistiques concernant le nombre total d'affaires pénales traitées par les cours d'appel tant en procédure d'appel que de recours (pourvoi), alors que pour le cycle d'évaluation 2010-2012, ont été incluses les données statistiques concernant le nombre total d'affaires pénales traitées par les cours d'appel uniquement par voie d'appel.

Il est à noter également qu'on n'a pas inclus le nombre d'affaires concernant les contraventions administratives traitées par les cours d'appel en conformité avec les dispositions du Code contraventionnel n° 218 du 24.10.2008 en vigueur du 31.05.2009, bien que selon la Note explicative pour l'année 2012 elles doivent être incluses.]

99) Highest instance courts: total number of cases

Number of "other than criminal law" cases:

If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Pending cases on 1 Jan. '12	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '12
Total of other than criminal law cases (1+2+3+4+5+6+7)	1271	7915	7670	1516
1. Civil (and commercial) litigious cases (if feasible without administrative law cases, see category 6)	746	4192	4047	891
2. General civil (and commercial) non-litigious cases, e.g. uncontested payment orders, request for a change of name, etc. (if feasible without administrative law cases; without enforcement cases, registration cases and other cases, see categories 3-7)	NAP	NAP	NAP	NAP
3. Non litigious enforcement cases	NAP	NAP	NAP	NAP
4. Non litigious land registry cases**	NAP	NAP	NAP	NAP
5. Non litigious business registry cases	NAP	NAP	NAP	NAP
6. Administrative law cases	426	2624	2516	534
7. Other cases (e.g. insolvency registry cases)	99	1099	1107	91

99.1) At the level of the Higher court, is there a procedure of manifest inadmissibility?

Yes. If yes, please indicate the number of cases closed by this procedure?

No

Number

100) Number of criminal law cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Pending cases on 1 Jan. '12	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '12
Total of criminal cases (8+9)	305	1994	2018	281
8. Severe criminal cases	NA	NA	NA	NA
9. Misdemeanour and/or minor criminal cases	NA	NA	NA	NA

Comment :

[mail du CN du 14/05/2014 : Par comparaison à l'année 2010 en 2012 une augmentation du nombre des affaires pénales a été constatée justement par la voie du recours ordinaire devant le Collège pénal de la Cour Suprême de Justice.

Malgré tout cela, suite à l'analyse des données fournies pour les années 2010 et 2012, il a été constaté que les données statistiques comprennent une information différente et, respectivement, ne peuvent pas être comparées.

Par exemple, en 2010 on a indiqué uniquement les données statistiques sur le traitement des affaires pénales par la Cour Suprême de Justice par voie du recours ordinaire, en application de l'art. 420 alin. 1 du Code de procédure pénale. Alors que pour l'année 2012, les données statistiques comprennent le nombre total des affaires pénales examinées par la Cour Suprême de Justice, y compris:

- par voie du recours ordinaire (en application de l'art.420 CPP, la Cour Suprême de Justice examine les recours portés contre les décisions rendues par les Cours d'Appel en tant qu'instance d'appel.),
- par voie du recours extraordinaire (en application de l'art. 452 CPP, la Cour Suprême de Justice juge les recours en annulation introduits contre l'arrêt judiciaire irrévocable après l'épuisement des voies ordinaires de recours),
- le jugement des recours portés contre les arrêts judiciaires dont l'appel n'est pas prévu comme voie de recours (avant l'entrée en vigueur de la Loi n° 66 du 05.04.2012, la Cour Suprême de Justice traitait aussi les recours portés contre les sentences judiciaires rendues par les cours d'appel en tant que première instance),
- le jugement des affaires pénales concernant la réhabilitation des personnes soumis aux répressions politiques pendant les années 1930, 1940 et le début des années 1950.

En même temps, il est à mentionner que les données statistiques prévues pour l'année 2012 ne comprennent pas les informations concernant le nombre d'affaires:

- sur le jugement des recours contre les jugements avant-dire-droit en prorogation de la mesure préventive des tribunaux;
- sur le traitement des affaires de déféré, d'abstention ou concernant les conflits de compétence.]

101) Number of litigious divorce cases, employment dismissal cases, insolvency, robbery cases and intentional homicide cases received and processed by first instance courts. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Pending cases on 1 January 2012	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 December 2012
Litigious divorce cases	2188	12335	12180	2343
Employment dismissal cases	206	461	464	203
Insolvency	61	567	166	462
Robbery cases	75	195	162	108
Intentional homicide	74	169	171	72

102) Average length of proceedings, in days (from the date the application for judicial review is lodged). If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

[The average length of proceedings has to be calculated from the date the application for judicial review is lodged to the date the judgment is made, without taking into account the enforcement procedure.]

	% of decisions subject to appeal	% pending cases more than 3 years	Average length in 1st instance (in days)	Average length in 2nd instance (in days)	Average length in 3rd instance (in days)	Average total length of the total procedure (in days)
Litigious divorce cases	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Employment dismissal cases	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Insolvency	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Robbery cases	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Intentional homicide	NA	NA	NA	NA	NA	NA

103) Where appropriate, please inform about the specific procedure as regards divorce cases (litigious and non-litigious):

104) How is the length of proceedings calculated for the five case categories? Please give a description of

the calculation method.**105) Role and powers of the public prosecutor in the criminal procedure (multiple options possible):**

- to conduct or supervise police investigation
- to conduct investigations
- when necessary, to request investigation measures from the judge
- to charge
- to present the case in the court
- to propose a sentence to the judge
- to appeal
- to supervise the enforcement procedure
- to discontinue a case without needing a decision by a judge (ensure consistency with question 36!)
- to end the case by imposing or negotiating a penalty or measure without requiring a judicial decision
- other significant powers

If "other significant powers", please specify:

106) Does the public prosecutor also have a role in civil and/or administrative cases?

- Yes
- No

If yes, please specify:

Dans le cadre de la procédure civile, le procureur participe à l'examen de l'affaire civile en première instance si c'est lui-même celui ayant initié le procès, dans l'intérêt d'une ou plusieurs personnes vulnérables en raison de l'âge, état de santé, etc. Le procureur peut également agir pour la défense des intérêts de l'Etat ou d'un intérêt général de la société, dans les cas prévus par la loi (article 71 du Code de procédure civile).

Au sens de l'art. 386 du Code Contraventionnel n° 218-XVI du 24 octobre 2008, le procureur participe au procès contraventionnel dans les marges de ses compétences établies par le présent code. Le procureur a le droit:

- a) d'engager le procès contraventionnel ;
- b) d'appliquer dans les cas prévues par la loi la sanction contraventionnelle;
- c) de solliciter l'application par l'instance de jugement d'une sanction contraventionnelle;
- d) de participer à l'examen de l'affaire devant le tribunal si le procès contraventionnel a été engagé par lui;
- e) de vérifier la légalité des actions de l'agent de constatation;
- f) d'attaquer la décision de l'agent de constatation ou de l'instance de jugement;
- g) d'exercer d'autres droits prévus par la loi.

106.1) Does the public prosecutor also have a role in insolvency cases?

- Yes
- No

If yes, please specify:

107) Case proceedings managed by the public prosecutor**Total number of 1st instance criminal cases.**

If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Received by the public prosecutor	Cases discontinued by the public prosecutor (see 108 below)	Cases concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor	Cases charged by the public prosecutor before the courts
Total number of 1st instance criminal cases	58893	10993	7472	11540

107.1) Among cases charged by the public prosecutor before the courts, how many were brought to court under a guilty plea procedure or similar ?

	Before the court case:	During the court case:
If possible, please distinguish the number of guilty plea procedure:	2588	4287

108) Total cases which were discontinued by the public prosecutor. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Number
Total cases which were discontinued by the public prosecutor (1+2+3)	4 899
1. Discontinued by the public prosecutor because the offender could not be identified	1 429
2. Discontinued by the public prosecutor due to the lack of an established offence or a specific legal situation	3 470
3. Discontinued by the public prosecutor for reasons of opportunity	0

109) Do the figures include traffic offence cases? Yes No**D.2 You can indicate below:**

any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter the characteristics of your system concerning timeframes of proceedings and the main reforms that have been implemented over the last two years

[mail du CN 10/04/2012 - pour information valeurs 2008 et 2010 de la question 107.1 – le nombre des procédures de reconnaissance de la culpabilité:

I. Avant la recevabilité de l'affaire par l'instance:

- 2008 – 3 582
- 2010 – 3 058
- 2012 – 2 588

II. Au cours de la procédure judiciaire:

- 2008 – 4 187
- 2010 – 3 755
- 2012 – 4 287]

[Q97 mail du CN du 14/05/2014 : Les données statistiques fournies à ce chapitre pour l'année 2010 ne peuvent pas être comparées avec celles présentées pour l'année 2012 par les considérations suivantes:

1. En 2012 ont été modifiées les normes de compétence juridictionnelle matérielle, selon lesquelles toutes les affaires civiles et de contentieux administratif, sauf exception l'insolvabilité, sont traitées par les juges de fond en tant que première instance. Les jugements rendus en première instance par les instances de jugement sont susceptibles d'appel devant les cours d'appel de droit commun. (La Loi n°155 du 05.07.2012). Par conséquent, selon la loi de procédure nouvelle, les cours d'appel traitent en appel les affaires du contentieux administratif alors que le recours (pourvoi) est traité par la Cour Suprême de Justice. Dans ce contexte, les rapports statistiques produits par les instances judiciaires, les Cours d'Appel et la Cour Suprême de Justice ont déviés des antérieures.

Par exemple, le nombre d'affaires administratives en 2010 a inclus : le nombre d'affaires traitées par les Cours d'Appel en tant qu'instance du II degré en ordre de recours selon la Loi du contentieux administratif et le nombre d'affaires traitées par la Cour Suprême de Justice en contentieux administratif (à voir, les recours contre les jugements rendus en première instance par les cours d'appel (contentieux administratif) pour lesquelles la loi ne prévoit pas la voie d'appel). Alors que le nombre d'affaires administratives pour l'année 2012 n'a inclus que le nombre d'affaires examinées par les Cours d'Appel en tant qu'instance du II degré, alors que le nombre d'affaires administratives traitées par la Cour Suprême de Justice a été indiqué à la Q. 99. point 6. Le même principe a été utilisé pour refléter les données statistiques concernant le nombre d'affaires civiles (et commerciales) contentieuses (Q. 97 point 1).]

[Q99 mail du CN du 14/05/2014 : Les données statistiques pour les années 2010 et 2012 ne peuvent pas être comparées par les mêmes raisons indiquées à la Q. 97. En particulier, pour le cycle d'évaluation 2010-2012, ont été incluses les données statistiques concernant le nombre d'affaires civiles traitées par la Cour Suprême de Justice en ordre de recours, alors que pour l'année 2012 ont été incluses:

- le nombre d'affaire sur l'examen des recours portés contre les décisions rendues par les cours d'appel en tant qu'instance d'appel;

- le nombre d'affaires sur le traitement des recours portés contre les arrêts et jugements avant-dire-droit pour lesquelles l'appel n'est pas prévu comme;

- le nombre d'affaires sur le traitement des recours dans les affaires commerciales;

- le nombre d'affaires sur le traitement des recours portés contre les arrêts rendus en première instance par les cours d'appel (contentieux administratif) et s'autres arrêts pour la loi ne prévoit pas l'appel.

- le nombre d'affaires sur le traitement des demandes en révision des jugements rendus dans les affaires civiles, commerciales et de contentieux administratif;

- le nombre d'affaires sur le traitement des demandes de déféré, d'abstention ou concernant les conflits de compétence.

Dans ce contexte, il est à noter que selon la Loi n° 29 du 6 mars 2012, le Collège économique et le Collège civil et de contentieux administratif de la Cour Suprême de Justice ont fusionné avec la création du Collège civil, commercial et de contentieux administratif de la Cour Suprême de Justice.

Ensuite, par la Loi n° 155 du 05.07.2012 a été modifié et complété le Code de procédure civile avec l'attribution dans la compétence du Collège civil, commercial et de contentieux administratif de l'examen: – section I – des recours portés contre les jugements avant-dire-droit; – section II – des recours contre les actes de disposition des instances d'appel.

Si on compare, alors le nombre d'affaires enregistrées a augmenté grâce à la fusion des deux Collège cités, ainsi que grâce au nombre des litiges traités en application de la Loi n° 87 du 21.04.2011 sur la réparation par l'Etat du préjudice causé par la violation du droit au jugement dans un délai raisonnable de l'affaire ou du droit à l'exécution dans un délai raisonnable de l'arrêt judiciaire.]

[Q102 mail du CN du 14/05/2014 : Les rapports statistiques ne prévoient pas de monotorisation du nombre d'arrêts judiciaires soumis à l'appel pour différentes catégories d'affaires. C'est pourquoi, à la différence des cycles d'évaluation antérieure on ne peut pas fournir des informations complètes à cette question.]

Please indicate the sources for answering questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107 and 108.

91-102 - Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire),

107-108 - Parquet Général

5. Career of judges and public prosecutors

5. 1. Recruitment and promotion

5. 1. 1. Recruitment and promotion

110) How are judges recruited?

- Mainly through a competitive exam (for instance, following a university degree in law)
- Mainly through a recruitment procedure for legal professionals with long-time working experience in the legal field (for example lawyers)
- A combination of both (competitive exam and working experience)
- Other

If "other", please specify:

110.1) Are there specific provisions for facilitating gender equality within the framework of the procedure for recruiting judges?

- Yes
- No

If "yes", please specify:

111) Authority(ies) in charge: are judges initially/at the beginning of their carrier recruited and nominated by:

[This question strictly concerns the authority entrusted with the decision to recruit (not the authority formally responsible for the nomination if different from the former)].

- An authority made up of judges only?
- An authority made up of non-judges only?
- An authority made up of judges and non-judges?

Please indicate the name of the authority(ies) involved in the whole procedure of recruitment and nomination of judges. If there are several authorities, please describe their respective roles:

Le concours pour occuper les postes vacants de juge est organisé par le Conseil Supérieur de la Magistrature (article 9 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge).

Les juges des tribunaux, y compris des tribunaux spécialisés, les juges d'instruction et les juges des cours d'appel sont nommés en fonction par le Président de la République de Moldova sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature du nombre des candidats élus par concours (article 11 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge).

112) Is the same authority competent for the promotion of judges?

- Yes
- No

If no, which authority is competent for the promotion of judges ?

112.1) Are there specific provisions for facilitating gender equality within the framework of the procedure for promoting judges?

- Yes
- No

If "yes", please specify:

113) Which procedures and criteria are used for promoting judges? Please specify.

Au sens de l'article 20 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge, la promotion du juge ne se fait qu'avec son accord, sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature, par le Président de la République de Moldova ou, le cas échéant, par le Parlement.

La promotion dans la fonction de juge dans une instance supérieure, la nomination en fonction de président ou de vice-président d'instance et le transfèrement du juge dans une instance du même degré ou dans une instance inférieure seront précédés de l'évaluation des performances du juge en application de l'art.13 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge, de la Loi n° 154 du 05/07/2012 sur la sélection, l'évaluation des performances et la carrière des juges et des règlements du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Le juge qui a été soumis à une sanction disciplinaire ou qui a obtenu le qualificatif „insuffisant” en résultat de l'évaluation des performances ne peut pas être promu dans la fonction de juge dans une instance supérieure, ne peut pas être nommé en fonction de président ou de vice-président d'instance, ne peut pas être transféré dans une autre instance, ne peut pas être élu en qualité de membre du Conseil Supérieur de la Magistrature et des collèges ou des organes de sa subordination pour une durée d'une année à compter de la date d'adoption de la décision de sanction.

114) Is there a system of qualitative individual assessment of the judges' activity?

Yes

No

If yes, please indicate the frequency
Une fois pendant trois ans.

115) Is the status of prosecution services:

Independent?

Under the authority of the Minister of justice ?

Other?

Please specify:

Le parquet est une institution autonome dans le cadre de l'autorité judiciaire qui, dans les marges de ses attributions et compétence, défend les intérêts généraux de la société, l'ordre de droit, les droits et les libertés des citoyens, dirige et exerce la poursuite pénale, représente l'accusation devant les tribunaux, dans les conditions de la loi. (Article 1 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet)

116) How are public prosecutors recruited?

Mainly through a competitive exam (for instance, following a university degree in law)

Mainly through a recruitment procedure for legal professionals with long-time working experience in the legal field (for example lawyers)

A combination of both (competitive exam and working experience)

Other

If "other", please specify:

117) Authority(ies) in charge: are public prosecutors initially/at the beginning of their carrier recruited by:

[This question concerns the authority entrusted with the responsibility to recruit only (not the authority formally responsible for the nomination if different from the former).]

An authority composed of public prosecutors only?

An authority composed of non-public prosecutors only?

An authority composed of public prosecutors and non-public prosecutors?

Please indicate the name of the authority(ies) involved in the whole procedure of recruitment and nomination of public prosecutors. If there are several authorities, please describe their respective roles:

Le concours pour occuper les postes vacants de procureur est organisé par le Conseil Supérieur des Procureurs (article 38 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet). Les procureurs hiérarchiquement inférieurs sont nommés en fonction par le Procureur Général sur proposition du Conseil Supérieur des Procureurs. Le procureur de l'Union Administrative Territoriale de Gagauzie est nommé en fonction par le Procureur Général sur la proposition de l'Assemblée Populaire de la Gagauzie (article 40 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet).

117.1) Are there specific provisions for facilitating gender equality within the framework of the procedure for recruiting prosecutors?

- Yes
 No

If "yes", please specify:

118) Is the same authority formally responsible for the promotion of public prosecutors?

- Yes
 No

If no, please specify which authority is competent for promoting public prosecutors:

119) Which procedures and criteria are used for promoting public prosecutors? Please specify:

Le procureur peut être promu dans son service et occuper une fonction vacante afin d'accomplir les obligations de service respectives en fonction des capacités organisationnelles et décisionnelles attestées. La promotion en service du procureur se fait en base de libre consentement, de la transparence de l'appréciation des performances professionnelles et personnelles.

La proposition de promotion en service du procureur peut être faite par le procureur hiérarchiquement supérieur, le Procureur Général, ses adjoints ou par le Conseil Supérieur des Procureurs. Les candidats pour les fonctions de premier adjoint et adjoint du Procureur Général sont présentés par le Procureur Général devant le Conseil Supérieur des Procureurs.

Les procureurs soumis à une sanction disciplinaire et qui n'ont pas soutenu l'attestation pour la fonction détenue ne peut être promu en service ou élu membre d'un organe collégial du Parquet pendant une année à partir de la date de la décision concernée (article 58 de la Loi n°294 du 25.12.2008 sur le Parquet en vigueur du 17.03.2009).

119.1) Are there specific provisions for facilitating gender equality within the framework of the procedure for promoting prosecutors?

- Yes
 No

If "yes", please specify:

120) Is there a system of qualitative individual assessment of the public prosecutors' activity?

- Yes
 No

121) Are judges appointed to office for an undetermined period (i.e. "for life" = until the official age of retirement)?

If yes, are there exceptions (e.g. dismissal as a disciplinary sanction)? Please specify in the "comment" box below

Yes. If yes, please indicate the compulsory retirement age	65
No	

Comment :

Pour la I fois le juge est nommé pour une période de 5 ans, puis la nomination est faite jusqu'à l'atteinte de l'âge de 65 ans.

Le juge est licencié de son travail en cas de: l'introduction de la demande de démission sur propre initiative; non-conformité évidente à la fonction détenue, établie en résultat de l'évaluation des performances; transfèrement dans une autre fonction dans les conditions de la loi; manquement disciplinaire commis; prononcé d'un arrêt définitif de condamnation; perte de la nationalité de la République de Moldova; non-respect des restrictions de fonction du juge établies; constat de l'incapacité de travail prouvé par un certificat médical; expiration des pouvoirs si le juge n'a pas été nommé jusqu'à l'atteinte du plafond d'âge, ainsi qu'en lien avec l'atteinte par celui-ci du plafond d'âge; constat par arrêt judiciaire définitif de la capacité d'exercice restreinte ou de l'incapacité de service. (Article 25 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge).

121.1) Can a judge be transferred to another court without his consent:

- For disciplinary reasons
 For organisational reasons
 For other reasons. Please specify modalities and safeguards

Please specify modalities and safeguards

122) If there is a probation period for judges (e.g. before being appointed "for life"), how long is this period? If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Duration of the probation period (in years)
Yes	5
No	
NAP	

123) Are public prosecutors appointed to office for an undetermined period (i.e. "for life" = until the official age of retirement)?

If yes, are there exceptions (e.g. dismissal as a disciplinary sanction)? Please specify in the "comment" box below:

Yes. If yes, please indicate the compulsory retirement age	65
No	

Comment :

Le procureur est licencié de son travail en cas de:

- l'introduction de la demande de démission sur propre initiative;
- démission en lien avec l'atteinte du plafond d'âge;
- expiration du délai de nomination en fonction;
- manquements systématiques à la discipline ou de déviation disciplinaire grave;
- non-conformité avec la fonction détenue vue sa qualification insuffisante, fait constaté par l'attestation;
- prononcé d'un arrêt définitif de condamnation;
- perte de la nationalité de la République de Moldova;
- refus d'être transféré dans une autre division du Parquet en cas de liquidation ou réorganisation de la division de son travail;
- décès ou déclaration du décès du procureur par arrêt judiciaire définitif. (Article 66 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet)

[mail du CN du 10/04/2014 : En vertu de l'art.40 al. 8 de la Loi sur le Parquet n° 294 du 25.12.2008 le plafond d'âge pour l'exercice de la fonction de procureur est de 65 ans.]

124) Is there a probation period for public prosecutors? If yes, how long is this period? If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Duration of the probation period (in years)
Yes	
No	
NAP	

NAP

125) If the mandate for judges is not for an undetermined period (see question 121), what is the length of the mandate (in years)? Is it renewable?

NAP

126) If the mandate for public prosecutors is not for an undetermined period (see question 123), what is the length of the mandate (in years)? Is it renewable?

NAP

E.1 You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of the selection and nomination procedure of judges and public prosecutors and the main reforms that have been implemented over the last two years

Q 114: Tous les juges sont évalués selon des critères, à voir: l'efficacité de l'activité, la qualité de l'activité et leur intégrité professionnelle. L'évaluation des performances du juge peut se dérouler périodiquement ou en cas extraordinaire. L'évaluation périodique a lieu une fois pendant trois ans, en conformité avec un horaire établi par le Collège d'évaluation. Le terme de trois ans est calculé à compter de la dernière évaluation ordinaire ou extraordinaire du juge. L'évaluation extraordinaire a lieu en cas de: a) nomination en fonction jusqu'à l'atteinte du plafond d'âge; b) demande de promotion dans une instance supérieure; c) présentation de candidature pour être nommé en fonction de président ou vice-président d'instance; d) transfèrement dans une instance du même niveau ou dans une instance inférieure; e) obtention du qualificatif insuffisant lors de l'évaluation. Q 121.1 Le transfèrement des juges dans d'autres instances pour un délai limité, n'est admis que sur leur accord écrit, par la décision du Conseil Supérieur de la Magistrature. Le transfèrement des juges dans d'autres instances est admis si les instances judiciaires ne peuvent pas dérouler une activité normale à cause de l'incapacité sur des motifs de santé des juges d'exercer les attributions durant 6 mois, de l'existence des postes vacants, du grand volume de travail des instances judiciaires ou d'autres causes similaires, le président de l'instance judiciaire peut demander devant le Conseil Supérieur de la Magistrature le transfèrement pour un délai limité des juges exerçant dans d'autres instances. (Article 20/1 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge).

5. 2. Training

5. 2. 1. Training

127) Training of judges

Initial training (e.g. attend a judicial school, traineeship in the court)	Compulsory
General in-service training	Compulsory
In-service training for specialised judicial functions (e.g. judge for economic or administrative issues)	Compulsory
In-service training for management functions of the court (e.g. court president)	Compulsory
In-service training for the use of computer facilities in courts	Compulsory

128) Frequency of the in-service training of judges:

General in-service training	Annual / Regular (e.g. every 3 months)
In-service training for specialised judicial functions (e.g. judge for economic or administrative issues)	Annual / Regular (e.g. every 3 months)
In-service training for management functions of the court (e.g. court president)	Occasional (e.g. at times)
In-service training for the use of computer facilities in courts	Occasional (e.g. at times)

129) Training of public prosecutors

Initial training	Compulsory
General in-service training	Compulsory
In-service training for specialised functions (e.g. public prosecutor specialised on organised crime)	Compulsory

In-service training for management functions of the court (e.g. Head of prosecution office, manager)	Optional
In-service training for the use of computer facilities in office	No training proposed

130) Frequency of the in-service training of public prosecutors

General in-service training	Annual / Regular (e.g. every 3 months)
In-service training for specialised functions (e.g. public prosecutor specialised on organised crime)	Occasional (e.g. at times)
In-service training for management functions of the court (e.g. Head of prosecution office, manager)	Occasional (e.g. at times)
In-service training for the use of computer facilities in office	Occasional (e.g. at times)

131) Do you have public training institutions for judges and / or prosecutors? If yes, please indicate the budget of such institution(s) in the "comment" box below.

If your judicial training institutions do not correspond to these criteria, please specify it:

	Initial training only	Continuous training only	Initial and continuous training	2012 budget of the institution, in €
One institution for judges	No	No	No	No
One institution for prosecutors	No	No	No	No
One single institution for both judges and prosecutors	No	No	Yes	Yes

Comment :

Le budget de l'Institut National de Justice - 419798 EUR

131.1) If there is no initial training for judges and/or prosecutors in such institutions, please indicate briefly how these judges and/or prosecutors are recruited and trained ?

E.2 You can indicate below:

any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

comments regarding the attention given in the curricula to the European Convention on Human Rights and the case law of the Court

the characteristics of your training system for judges and public prosecutors and the main reforms that have been implemented over the last two years

[Q127 mail du CN du 24/04/2014 : En 2010 la formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux a été indiquée comme « obligatoire », vue l'automatisation totale des instances judiciaires, par le biais du Programme intégré de gestion des affaires (PIGD) et du Système d'enregistrement audio des séances de jugement "SRS Femida". A cet égard, l'Institut National de la Justice a organisé des cours de formation obligatoires.

Pour l'année 2012, le Conseil Supérieur de la Magistrature a indiqué cette formation comme „ facultative“, parce que tous les juges ont bénéficié à ce moment-là des cours de formation en la matière. Malgré tout cela, si le juge n'a pas bénéficié de cours de formation en matière de technologies informationnelles, il sera formé dans le processus. Respectivement, même si la réponse à cette question pour l'année 2012 a été indiquée „Optionnelle“, elle doit être indiquée comme „Obligatoire“.]

5. 3. Practice of the profession

5. 3. 1. Practice of the profession

132) Salaries of judges and public prosecutors.

	Gross annual salary, in €, on 31 December 2012	Net annual salary, in €, on 31 December 2012
First instance professional judge at the beginning of his/her career	3393	2710
Judge of the Supreme Court or the Highest Appellate Court (please indicate the average salary of a judge at this level, and not the salary of the Court President)	5012	3701
Public prosecutor at the beginning of his/her career	2853	2236
Public prosecutor of the Supreme Court or the Highest Appellate Instance (please indicate the average salary of a public prosecutor at this level, and not the salary of the Public prosecutor General)	3701	2776

Comment :

133) Do judges and public prosecutors have additional benefits?

	Judges	Public prosecutors
Reduced taxation	No	No
Special pension	Yes	Yes
Housing	No	Yes
Other financial benefit	No	No

134) If other financial benefit, please specify:

135) Can judges combine their work with any of the following other functions ?

	With remuneration	Without remuneration
Teaching	Yes	Yes
Research and publication	Yes	Yes
Arbitrator	No	No
Consultant	No	No
Cultural function	No	No
Political function	No	No
Other function	No	No

136) If rules exist in your country (e.g. authorisation needed to perform these activities), please specify. If "other function", please specify.

137) Can public prosecutors combine their work with any of the following other functions ?

	With remuneration	Without remuneration
Teaching	Yes	Yes
Research and publication	Yes	Yes
Arbitrator	No	No
Consultant	No	No
Cultural function	No	No
Political function	No	No
Other function	No	No

138) Please specify existing rules (e.g. authorisation to perform the whole or a part of these activities). If "other function", please specify:

139) Productivity bonuses: do judges receive bonuses based on the fulfilment of quantitative objectives in relation to the delivery of judgments (e.g. number of judgments delivered over a given period of time)?

Yes

No

If yes, please specify the conditions and possibly the amounts:

5. 4. Disciplinary procedures

5. 4. 1. Disciplinary procedures

140) Who has been authorised to initiate disciplinary proceedings against judges (multiple options possible)?

- Citizens
- Relevant Court or hierarchical superior
- High Court / Supreme Court
- High Judicial Council
- Disciplinary court or body
- Ombudsman
- Parliament
- Executive power
- Other
- This is not possible

If "executive power" and/or "other", please specify:

141) Who has been authorised to initiate disciplinary proceedings against public prosecutors: (multiple options possible):

- Citizens
- Head of the organisational unit or hierarchical superior public prosecutor
- Prosecutor General /State public prosecutor
- Public prosecutorial Council (and Judicial Council)
- Disciplinary court or body
- Ombudsman
- Professional body
- Executive power
- Other
- This is not possible

If "executive power" and/or "other", please specify:

Conseil Supérieur des Procureurs

142) Which authority has disciplinary power on judges? (multiple options possible):

- Court
- Higher Court / Supreme Court
- Judicial Council
- Disciplinary court or body
- Ombudsman
- Parliament
- Executive power
- Other

If "executive power" and/or "other", please specify:

143) Which authority has the disciplinary power on public prosecutors? (multiple options possible):

- Supreme Court
- Head of the organisational unit or hierarchical superior public prosecutor
- Prosecutor General /State public prosecutor
- Public prosecutorial Council (and Judicial Council)
- Disciplinary court or body
- Ombudsman

- Professional body
 Executive power
 Other

If "executive power" and/or "other", please specify:

Conseil Supérieur des Procureurs

144) Number of disciplinary proceedings initiated against judges and public prosecutors. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP. If "other", please specify it in the "comment" box below.

[If disciplinary proceedings are undertaken because of several mistakes, please count the proceedings only once and for the main mistake.]

	Judges	Public prosecutors
Total number (1+2+3+4)	52	51
1. Breach of professional ethics	52	49
2. Professional inadequacy	0	0
3. Criminal offence	0	2
4. Other	0	0

Comment :

145) Number of sanctions pronounced in 2012 against judges and public prosecutors. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

If "other", please specify it in the "comment" box below. If a significant difference between the number of disciplinary proceedings and the number of sanctions exists, please indicate the reasons in the "comment" box below.

	Judges	Public prosecutors
Total number (total 1 to 9)	38	37
1. Reprimand	8	21
2. Suspension	NAP	NAP
3. Removal of cases	NAP	NAP
4. Fine	NAP	NAP
5. Temporary reduction of salary	NAP	NAP
6. Position downgrade	NAP	0
7. Transfer to another geographical (court) location	NAP	NAP
8. Resignation	1	3
9. Other	29	13

Comment :

En référence à „autre” – on a appliqué les sanctions

suivantes: rétrogradation du degré (des procureurs), avertissement (des procureurs et des juges).

E.3 You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your system concerning disciplinary procedures for judges and public prosecutors and the main reforms that have been implemented over the last two years

Please indicate the sources for answering questions 144 and 145

Conseil Supérieur des Procureurs
 Conseil Supérieur de la Magistrature

6. Lawyers

6. 1. Status of the profession and training

6. 1. 1. Status of the profession and training

146) Total number of lawyers practising in your country.

1753

147) Does this figure include "legal advisors" who cannot represent their clients in court (for example, some solicitors or in-house counsellors)?

- Yes
 No

148) Number of legal advisors who cannot represent their clients in court:

NAP

149) Do lawyers have a monopoly on legal representation in (multiple options are possible):

- Civil cases?
 Criminal cases - Defendant?
 Criminal cases - Victim?
 Administrative cases?
 There is no monopoly

If there is no monopoly, please specify the organisations or persons that may represent a client before a court (for example a NGO, a family member, a trade union, etc) and for which types of cases:

Les affaires pénales- Défendeur,- les avocats détiennent le monopole de représentation en justice devant tous les niveaux d'instance.

Les affaires civiles – les personnes physiques peuvent défendre leurs intérêts elles-mêmes, par le biais d'un avocat ou d'un avocat stagiaire. La participation personnelle au procès n'entraîne pas le déchoit du droit d'avoir un avocat. Les procès des personnes morales sont soutenus devant l'instance par leurs organes d'administration qui agissent en conformité avec les pouvoirs institués par la loi, d'autres actes normatifs ou par leurs actes de constitution, ainsi que par d'autres engagés autorisés de la personne morale, par les avocats ou les avocats stagiaires. En cas de dissolution ou de liquidation de la personne morale, ses intérêts peuvent être représentés par l'administrateur d'office ou le liquidateur, désignés dans les conditions de la loi (art.75 CPC). Les personnes sans capacité d'exercice ou avec une capacité réduite d'exercice sont représentées par leurs représentants légaux (les parents, les parents adoptifs, les tuteurs, les curateurs) (art.79 CPC).

Affaires pénales -Victime,- Les victimes peuvent se représenter elles-mêmes ou par le biais d'un avocat. Les personnes démunies peuvent être assistées par un avocat commis d'office, désigné pour octroyer l'assistance juridique garantie par l'Etat (art. 60 CPP). Les représentants légaux de la victime, de la partie lésée, de la partie civile, du soupçonné, de l'accusé, de l'inculpé sont les parents, leurs tuteurs ou curateurs, qui représentent dans le procès pénal les intérêts des participants au procès mineurs ou irresponsables. L'organe de poursuite pénale, ou le cas échéant, l'instance, admet par un jugement motivé, en qualité de représentants légaux de la partie lésée, de la partie civile, du soupçonné, de l'accusé, de l'inculpé, l'un des parents, des parents adoptifs, des tuteurs ou des curateurs de chacun. Prioritaire parmi les parents, les parents adoptifs, les tuteurs ou les curateurs c'est la candidature soutenue par tous les autres représentants légaux ou par le mineur. En cas contraire, la question de l'admissibilité du représentant légal est décidée par l'organe de poursuite pénale ou l'instance de jugement (art.77 CPP).

Affaires contraventionnelles - les personnes traduites devant la responsabilité administrative peuvent se représenterelles-mêmes ou par le biais d'un avocat (art.378 Code contraventionnel). Les personnes sans capacité d'exercice ou avec une capacité réduite d'exercice sont représentées par leurs représentantslégaux (les parents, les parents adoptifs, les tuteurs, les curateurs) (art.384 Code contraventionnel).

150) Is the lawyer profession organised through? (multiple options possible)

- a national bar?
 a regional bar?
 a local bar?

151) Is there a specific initial training and/or examination to enter the profession of lawyer?

- Yes
 No

If not, please indicate if there are other specific requirements as regards diplomas or university degrees :

152) Is there a mandatory general system for lawyers requiring in-service professional training?

- Yes
 No

153) Is the specialisation in some legal fields tied with specific training, levels of qualification, specific diploma or specific authorisations?

- Yes
 No

If yes, please specify:

L'avocat peut se spécialiser dans différentes branches du droit et exercer la profession en conformité avec la spécialité. (art.53 al.7 de la Loi n°1260-XV du 19.07.2002 sur la profession d'avocat)

Please indicate the sources for answering questions 146 and 148:

146 et 148 - Union des Avocats de la République de Moldova

F1 Comments for interpreting the data mentioned in this chapter:

Concernant la question 152, il faut mentionner qu'en conformité avec les nouvelles dispositions de l'article 54 de la Loi n°1260-XV du 19.07.2002 sur la profession d'avocat, l'avocat est obligé de suivre annuellement les cours de formation continue, au moins 40 heures, selon le plan approuvé par le Conseil de l'Union des Avocats, avec la rédaction d'un rapport final.

6. 2. Practising the profession

6. 2. 1. Practising the profession

154) Can court users establish easily what the lawyers' fees will be (i.e. do users have easy access to prior information on the foreseeable amount of fees, is the information transparent and accountable)?

- Yes
 No

155) Are lawyers' fees freely negotiated?

- Yes
 No

156) Do laws or bar association standards provide any rules on lawyers' fees (including those freely negotiated)?

- Yes laws provide rules

- Yes standards of the bar association provide rules
 No, neither laws nor bar association standards provide rules

F2 Useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter:

Concernant le point 156 il est à mentionner que la valeur et la modalité de rémunération de l'honoraire des avocats qui prêtent la consultance juridique qualifiée garantie par l'Etat – sont établies par l'Arrêté du Conseil National sur l'Assistance Juridique Garantie par l'Etat.

6. 3. Quality standards and disciplinary proceedings

6. 3. 1. Quality standards and disciplinary proceedings

157) Have quality standards been determined for lawyers?

- Yes
 No

If yes, what are the quality criteria used?

L'assistance juridique octroyée par l'avocat doit correspondre aux bonnes pratiques professionnelles en matière juridique, aux normes matérielles et procédurales et découler d'un comportement professionnel et correct (Art. 9 de la Loi sur la profession d'avocat).

158) If yes, who is responsible for formulating these quality standards:

- the bar association?
 the Parliament?
 other?

If "other", please specify:

Union des Avocats de la République de Moldova

159) Is it possible to file a complaint about :

- the performance of lawyers?
 the amount of fees?

Please specify:

Les pétitions concernant les actions des avocats peuvent être déposées à l'adresse de la Commission d'Etiquette et de Discipline

160) Which authority is responsible for disciplinary procedures?

- the judge
 the Ministry of justice
 a professional authority
 other

If other, please specify:

Selon l'article 44 de la Loi n° 1260-XV du 19 juillet 2002 sur l'organisation des avocats, la Commission d'Etiquette et de Discipline auprès de l'Union des Avocats examine les plaintes portées contre les actions des avocats et les cas de la transgression des normes

disciplinaires et d'éthique professionnelle.

161) Disciplinary proceedings initiated against lawyers. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP. If "other", please specify it in the "comment" box below.

[If disciplinary proceedings are undertaken because of several mistakes, please count the proceedings only once and for the main mistake.]

	Number
Total number of disciplinary proceedings initiated (1 + 2 + 3 + 4)	13
1. Breach of professional ethics	11
2. Professional inadequacy	0
3. Criminal offence	2
4. Other	0

Comment :

162) Sanctions pronounced against lawyers.

If "other", please specify it in the "comment" box below. If a significant difference between the number of disciplinary proceedings and the number of sanctions exists, please indicate the reasons in the "comment" box below.

	Number
Total number of sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	13
1.Reprimand	2
2. Suspension	0
3. Removal	4
4. Fine	7
5. Other (e.g. disbarment)	0

Comment :

F3 You can indicate below any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter:

7. Alternative Dispute Resolution

7. 1. Mediation and other forms of ADR

7. 1. 1. Mediation and other forms of ADR

163) Does the judicial system provide for judicial mediation procedures? If no skip to question 168

Judicial mediation: in this type of mediation, there is always the intervention of a judge or a public prosecutor who facilitates, advises on, decides on or/and approves the procedure. For example, in civil disputes or divorce cases, judges may refer parties to a mediator if they believe that more satisfactory results can be achieved for both parties. In criminal law cases, a public prosecutor can propose that he/she mediates a case between an offender and a victim (for example to establish a compensation agreement).

- Yes
- No

163.1) In some fields, does the judicial system provide for mandatory mediation procedures?

If there are mandatory mediation procedures, please specify which fields are concerned in the "comment" box below.

- Before going to court
- Ordered by a judge in the course of a judicial proceeding

If there are mandatory mediation procedures, please specify which fields are concerned:

164) Please specify, by type of cases, the organisation of judicial mediation:

	Court annexed mediation	Private mediator	Public authority (other than the court)	Judge	Public prosecutor
Civil and commercial cases	No	Yes	No	No	No
Family law cases (ex. divorce)	No	Yes	No	No	No
Administrative cases	No	Yes	No	No	No
Employment dismissals	No	Yes	No	No	No
Criminal cases	No	Yes	No	No	No

165) Is there a possibility to receive legal aid for judicial mediation procedures?

- Yes
- No

If yes, please specify:

166) Number of accredited or registered mediators who practice judicial mediation:

288

167) Number of judicial mediation procedures.

Please indicate the source in the "comment" box below:

Total number of cases (total 1+2+3+4+5)	NA
1. civil cases	NA
2. family cases	NA
3. administrative cases	NA
4. employment dismissals cases	NA
5. criminal cases	NA

Comment :

168) Does the legal system provide for the following ADR :

If "other", please specify it in the "comment" box below:

Mediation other than judicial mediation?	Yes
Arbitration?	Yes
Conciliation?	Yes
Other alternative dispute resolution?	No

Comment :

G.1 You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your system concerning ADR and the main reforms that have been implemented over the last two years

[mail du CN du 24/04/2014 : La Loi n° 134 du 14.06.2007 sur la médiation représente un acte normatif relativement nouveau, étant mis en application à partir du 1 juillet 2008. Le but de l'acte législatif c'est de réglementer la médiation comme modalité alternative de solution des conflits par voie amiable, le statut du médiateur et le processus de la médiation. Bien que la loi soit appliquée dans la pratique de solution des affaires pénales, de famille, des litiges civils et commerciaux, toutefois le degré d'application de l'acte normatif au cours des années a été très réduit.

En vue de l'examen de l'étape actuelle, ainsi que la fonctionnalité et l'efficacité de la médiation en République de Moldova, en vertu de l'Arrêté du Gouvernement n° 295 du 26.04.2011, il a été décidé d'inclure la Loi sur la médiation dans la liste des actes normatifs dument être soumis à la monitorisation, en conformité avec la Méthodologie adoptée par le Gouvernement le 22.12.2010. En résultat de ce processus déroulé pendant la période février -juillet 2011, a été élaboré le Rapport de monitorisation visant la mise en œuvre de la Loi n° 134 du 14.06.2007 sur la médiation.

Conformément au Rapport nominalisé, la statistique des affaires civiles méditées en dehors des procès de jugement n'a pas pu être suivie vue l'absence d'un système visant à recueillir les informations de ce type. Il n'existe pas de bases de données, rapports, analyses sur l'activité des médiateurs dans les affaires civiles, fait qui prouve une application diminuée de la loi en matière de médiation civile et commerciale. De même, on n'a pas identifié des informations sur la solution amiable des litiges dans le cadre du contentieux administratif. Il est difficile d'apprécier le degré de l'application de la Loi ayant comme instrument l'analyse de la pratique judiciaire sur l'application de la médiation car il n'existe pas de telle statistique en République de Moldova, et on constate l'absence des informations officielles, y compris des données statistiques et de la pratique judiciaire sur la solution moyennant la médiation de différents litiges remis devant les instances aux fins du jugement.

De cette façon, en vue d'améliorer le cadre normatif qui régleme l'institution de la solution alternative des disputes et la consolidation de la capacité du système d'administration dans ce domaine, objectif qui a été établi tant dans la Stratégie de réforme du secteur de la justice, que dans le Plan d'Action pour la mise en œuvre de la Stratégie, approuvé par l'Arrêté du Parlement n° 6 du 16.02.2012, le Ministère de la Justice a élaboré une nouvelle version de la Loi sur la médiation. Alors, le projet institue et délimite la compétence des institutions étatiques en matière de médiation, établit les conditions supplémentaires pour l'obtention de la qualité de médiateur, de la suspension et du retrait de cette qualité, le statut et les fonctions du Conseil de médiation - comme institution d'intérêt public avec des compétences complexes au niveau national en matière de médiation, etc. De même, le projet comprend un chapitre à part visant la réglementation complète des aspects relatifs au processus de médiation et ses effets dans les affaires civiles et commerciales, en concordance avec les dispositions de la Loi model UNCITRAL concernant la conciliation commerciale internationale (2002) et la Directive 2008/52/CE du 28 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale. A présent, le projet en question doit être finalisé en correspondance avec les avis des autorités habilitées et remis au Gouvernement pour être approuvé.]

Please indicate the source for answering question 166:

Ministère de la Justice

8. Enforcement of court decisions

8. 1. Execution of decisions in civil matters

8. 1. 1. Functioning

169) Do you have enforcement agents in your judicial system?

- Yes
 No

170) Number of enforcement agents

175

171) Are enforcement agents (multiple options are possible):

- judges?
 bailiffs practising as private professionals under the authority (control) of public authorities?
 bailiff working in a public institution?
 other enforcement agents?

Please specify their status and powers:

L'huissier judiciaire c'est la personne physique investie par l'Etat de la compétence d'accomplir les activités d'intérêt public. Dans l'exercice de ses attributions fonctionnelles, l'huissier judiciaire c'est l'exposant du pouvoir étatique. Ce n'est que l'huissier judiciaire avec une licence et investi dans les conditions de la présente loi qui réalise l'exécution forcée. L'activité de l'huissier judiciaire n'est pas une activité d'entrepreneur (article 2 de la Loi sur les huissiers judiciaires n°113 du 17.06.2010)

172) Is there a specific initial training or examination to become an enforcement agent?

- Yes
 No

173) Is the profession of enforcement agents organised by?

- a national body?
 a regional body?
 a local body?
 NAP (the profession is not organised)

174) Are enforcement fees easily established and transparent for the court users?

- Yes
 No

175) Are enforcement fees freely negotiated?

- Yes
 No

176) Do laws provide any rules on enforcement fees (including those freely negotiated)?

- Yes
 No

Please indicate the source for answering question 170:

Ministère de la Justice

8. 1. 2. Efficiency of enforcement services

177) Is there a body entrusted with supervising and monitoring the enforcement agents' activity?

- Yes
 No

178) Which authority is responsible for supervising and monitoring enforcement agents?

- a professional body
 the judge
 the Ministry of justice
 the public prosecutor
 other

If other, please specify:

179) Have quality standards been determined for enforcement agents?

- Yes
 No

If yes, what are the quality criteria used?

180) If yes, who is responsible for establishing these quality standards?

- a professional body
 the judge
 the Ministry of Justice
 other

If "other", please specify:

181) Is there a specific mechanism for executing court decisions rendered against public authorities, including for supervising such execution?

- Yes
 No

if yes, please specify

En cas de non exécution du titre d'exécution dans le délai d'au plus six mois de la date de la proposition faite sur l'exécution volontaire, l'organe d'exécution encaisse incontestablement du compte du débiteur (l'autorité publique) la somme adjugée (art.36.1 de la Loi n°847-XIII du 24.05.1996 sur le système budgétaire et le processus budgétaire modifié par la Loi n°172-XVI du 10.07.2008).

182) Is there a system for monitoring how the enforcement procedure is conducted by the enforcement agent?

- Yes
 No

If yes, please specify

La supervision de l'activité de l'huissier judiciaire est exercée par le Ministère de la Justice et l'Union Nationale des Huissiers Judiciaires. La supervision réside dans les contrôles effectués sur l'activité de l'huissier judiciaire par la vérification de la tenue des registres de la procédure d'exécution, la façon de calculer les frais d'exécution, la garde des documents, l'utilisation du lien électronique avec les registres moyennant l'ordinateur, le respect des heures du programme. Le contrôle de l'activité de l'huissier judiciaire est effectué 1 fois pendant 2 ans. Des contrôles supplémentaires peuvent être effectués uniquement s'il y a des données dont on doit faire la vérification. (Art. 33 de la Loi sur l'huissier judiciaire).

Les actes d'exécution dressés par l'huissier judiciaire peuvent être contestés par les parties et les autres participants au processus d'exécution, ainsi que par les tiers qui estiment que les actes d'exécution ont violé un droit leur reconnu par la loi. (Art. 161 du Code d'exécution de la République de Moldova).

183) What are the main complaints made by users concerning the enforcement procedure? Please indicate a maximum of 3.

- no execution at all
- non execution of court decisions against public authorities
- lack of information
- excessive length
- unlawful practices
- insufficient supervision
- excessive cost
- other

If "other", please specify:

184) Has your country prepared or established concrete measures to change the situation concerning the enforcement of court decisions – in particular as regards decisions against public authorities?

- Yes
- No

If yes, please specify:

la Loi n°48 du 26.03.2011 a complété la Loi sur le système budgétaire et le processus budgétaire n°847 du 24.05.1996 avec l'article 36(1). En conformité avec les dispositions de l'article en question, les paiements visant l'acquittement des sommes adjudgées en conformité avec les titres d'exécution seront effectués sans différence si des sommes sont ou pas allouées en ce sens, mais sans dépasser la marge de 20% du budget approuvé pour l'année respective. Si le titre d'exécution produit devant les exécuteurs du budget respectifs reste sans exécution pendant 6 mois de l'arrêt judiciaire irrévocable le disposant, le créancier peut demander à l'huissier judiciaire d'engager l'exécution forcée en conformité avec la procédure établie par le Code d'exécution.

185) Is there a system measuring the length of enforcement procedures:

- for civil cases?
- for administrative cases?

186) As regards a decision on debts collection, please estimate the average timeframe to notify the decision to the parties who live in the city where the court sits:

- between 1 and 5 days
- between 6 and 10 days
- between 11 and 30 days
- more

If more, please specify

**187) Number of disciplinary proceedings initiated against enforcement agents.
If other, please specify it in the "comment" box below.**

[If disciplinary proceedings are undertaken because of several mistakes, please count the proceedings only once and for the main mistake.]

Total number of initiated disciplinary proceedings (1+2+3+4)	<input type="checkbox"/> number:	169
1. for breach of professional ethics	<input type="checkbox"/> number:	169
2. for professional inadequacy	<input type="checkbox"/> number:	0
3. for criminal offence	<input type="checkbox"/> number:	0
4. Other	<input type="checkbox"/> number:	0

Comment :

188) Number of sanctions pronounced against enforcement agents.

If "other", please specify it in the "comment" box below. If a significant difference between the number of disciplinary proceedings initiated and the number of sanctions exists, please indicate the reasons in the "comment" box below.

Total number of sanctions (1+2+3+4+5)	<input type="checkbox"/> number:	23
1. Reprimand	<input type="checkbox"/> number:	3
2. Suspension	<input type="checkbox"/> number:	1
3. Dismissal	<input type="checkbox"/> number:	4
4. Fine	<input type="checkbox"/> number:	12
5. Other	<input type="checkbox"/> number:	3

Comment :

En référence à „autre” – on a appliqué la sanction: avertissement.

H.1 You can indicate below:

**any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
the characteristics of your enforcement system of decisions in civil matters and the
main reforms that have been implemented over the last two years**

Please indicate the sources for answering questions 186, 187 and 188:

Ministère de la Justice

8. 2. Execution of decisions in criminal matters

8. 2. 1. Functioning

189) Which authority is in charge of the enforcement of judgments in criminal matters? (multiple options possible)

- Judge
- Public prosecutor
- Prison and Probation Services
- Other authority

Please specify his/her functions and duties (initiative or monitoring functions). If "other authority", please specify:

Selon l'article 468 du Code de procédure pénale, la juridiction ayant examiné l'affaire en première instance est chargée d'envoyer la décision pour sa mise en exécution.

Selon l'article 173 du Code d'exécution n° 443 du 24.12.2004, l'exécution de la peine privative du droit d'occuper certaines fonctions ou d'exercer une certaine activité, de la peine visant le retrait du degré militaire ou spécial, du titre spécial, du degré de qualification (classification) et des distinctions d'Etat, de la peine de travail sans rémunération au profit de la communauté, l'exécution des jugements de condamnation avec suspension conditionnelle de l'exécution de la peine, visant la libération conditionnelle de peine avant le délai, visant le remplacement de la partie non exécutée de la peine par une peine plus assouplie, visant la libération de peine des mineurs, visant l'ajournement de l'exécution de la peine infligée aux femmes enceintes et aux femmes avec des enfants jusqu'à l'âge de 8 ans, ainsi que les peines infligées aux personnes morales autres que l'amende, est assurée par l'organe de probation sauf l'exception établie à l'art. 286 (l'exécution de la peine de liquidation de la personne morale) du présent code; l'exécution de la peine d'amende infligée aux personnes physiques ou morales est exécutée par les huissiers judiciaires; l'exécution de la peine d'amende infligée aux condamnés qui purgent la peine d'emprisonnement ou de détention à perpétuité est assurée par les pénitenciers; l'exécution de la peine d'emprisonnement et de détention à perpétuité est assurée par les pénitenciers; l'exécution par les militaires à terme et les militaires à terme réduit de la peine de travail non rémunéré au profit de la communauté est assurée par le commandant de l'unité militaire.

190) Are the effective recovery rates of fines decided by a criminal court evaluated by studies?

- Yes
 No

191) If yes, what is the recovery rate?

- 80-100%
 50-79%
 less than 50%
 cannot be estimated

Please indicate the source for answering this question:

H.2 You can indicate below:

**any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
the characteristics of your enforcement system of decisions in criminal matters and the main reforms
that have been implemented over the last two years**

9. Notaries

9. 1. Statute

9. 1. 1. Functionning

192) Do you have notaries in your country? If no please skip to question 197.

- Yes
 No

193) Are notaries:

If other, please specify it in the "comment" box below.

private professionals (without control from public authorities)?		NAP
private professionals under the authority (control) of public authorities?	<input checked="" type="checkbox"/> number	307
public agents?		NAP
other?		NAP

Comment :

194) Do notaries have duties (multiple options possible):

- within the framework of civil procedure?
 in the field of legal advice?
 to certify the authenticity of legal deeds and certificates?
 other?

If "other", please specify:

Le notaire accomplit les actes notariaux suivants:
la légalisation des signature apposées sur les documents;
la légalisation des copies des documents et des extraits des documents;
la traduction et la légalisation des traductions;
les actes de protestes des traites;
la présentation des chèques en vue du paiement et la certification de l'omission de leur règlement;
la réception en vue du dépôt des sommes d'argent et des titres des valeurs;
la garde des documents;
la médiation dans les conditions de la loi.

9. 1. 2. Supervision

195) Is there an authority entrusted with supervising and monitoring the notaries' activity?

- Yes
 No

196) Which authority is responsible for supervising and monitoring notaries:

- a professional body?
 the judge?
 the Ministry of justice?
 the public prosecutor?
 other?

If other, please specify:

I.1 You can indicate below:

**any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
the characteristics of your system of notaries and the main reforms that have been implemented over
the last two years**

A la réponse n° 196 - Selon l'article 28 de la Loi sur le Notariat n°1453 -XV du 08.11.2002, la supervision exercée par le Ministère de la Justice reside dans l'organisation des controles de l'activite des notaires, y compris la tenue des registres des notaires, la garde des documents, l'utilisation du lien electronique avec les registres moyennant le reseau electronique, le respect des heures de programme etc. Le controle est organise une fois dans deux ans. Les controles complementaires seront effectues si des donnees dument etre soumises a la verification surviennent.

En vertu de l'article 29 de la meme Loi on prevoit le controle judiciaire de l'activite des personnes qui deroulent une activite notariale, exerce par l'instance de jugement. Les actes notariaux peuvent être contestés dans les conditions de la loi par les parties ou par toute personne intéressée devant les tribunaux de droit commun de la circonscription territoriale dont le notaire déroule son activité.

L'activité financière du notaire est soumise au contrôle des organes étatiques habilités, dans les conditions de la loi.

Please indicate the sources for answering question 193:

Ministère de la Justice

10. Court interpreters

10. 1. Court interpreters

10. 1. 1. Functioning

197) Is the title of court interpreters protected?

Yes

No

198) Is the function of court interpreters regulated by legal norms?

Yes

No

199) Number of accredited or registered court interpreters:

317

200) Are there binding provisions regarding the quality of court interpretation within judicial proceedings?

Yes

No

If yes, please specify (e.g. having passed a specific exam):

201) Are the courts responsible for selecting court interpreters?

If no, please indicate in the "comment" box below which authority selects court interpreters.

Yes for recruitment and/or appointment for a specific term of office

Yes for recruitment and/or appointment on an ad hoc basis, according to the specific needs of given proceedings

No .

Comment :

J.1 You can indicate below any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter:

Please indicate the sources for answering question 199:

Ministère de la Justice

11. Judicial experts

11. 1. Judicial experts

11. 1. 1. Judicial experts

202) In your system, what type of experts can be requested to participate in judicial procedures (multiple choice possible):

- "expert witnesses", who are requested by the parties to bring their expertise to support their argumentation,
 "technical experts" who put their scientific and technical knowledge on issues of fact at the court's disposal,
 "law experts" who might be consulted by the judge on specific legal issues or requested to support the judge in preparing the judicial work (but do not take part in the decision).

203) Is the title of judicial experts protected?

- Yes
 No

204) Is the function of judicial experts regulated by legal norms?

- Yes
 No

205) Number of accredited or registered judicial experts (technical experts)

335

206) Are there binding provisions regarding the exercise of the function of judicial expert within judicial proceedings?

- Yes
 No

If yes, please specify, in particular the given time to provide a technical report to the judge:

Peut être expert judiciaire la personne qui:

- a) a la capacité d'agir avec discernement
b) a une formation universitaire supérieure, la formation respective dans un certain domaine de l'expertise judiciaire et a obtenu la qualification d'expert judiciaire;
c) possède des connaissances spéciales dans les domaines les plus divers de la science, technique, médecine, art et d'autres domaines de l'activité humaine nécessaires pour rédiger un rapport d'expertise;
d) est attestée en qualité d'expert judiciaire dans un certain domaine;
e) n'a pas d'antécédents pénaux;
f) jouit d'une bonne réputation professionnelle;
g) déroule l'activité dans une institution publique d'expertise judiciaire ou a été attestée conforme en qualité d'expert particulier avec l'enregistrement dans le Registre d'Etat des experts judiciaires attestés. (article 8 de la Loi n° 1086 du 23.06.2000 sur l'expertise judiciaire, les constatations techniques et scientifiques et médico-légales)

207) Are the courts responsible for selecting judicial experts?

If no, please specify in the "comments" box below which authority selects judicial experts?

- Yes for recruitment and/or appointment for a specific term of office
Yes for recruitment and/or appointment on an ad hoc basis, according to the specific needs of given proceedings
No .

Comment :

L'expertise est effectuée par l'expert de l'institution désigné dans la décision de l'instance de jugement. S'il n'y a pas de référence concrète à un expert c'est le dirigeant de l'institution d'expertise qui désigne l'expert et en informe l'organe ayant disposé l'expertise.

You can indicate below any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter:

Please indicate the sources for answering question 205:

Le Centre national d'expertises judiciaires auprès du Ministère de la Justice.

12. Foreseen reforms

12. 1. Foreseen reforms

12. 1. 1. Foreseen reforms

208) Can you provide information on the current debate in your country regarding the functioning of justice? Are there foreseen reforms? Please inform whether these reforms are under preparation or have only been envisaged at this stage. If possible, please observe the following categories:

1. (Comprehensive) reform plans

2. Budget

3. Courts and public prosecution services (e.g. powers and organisation, structural changes - e.g. reduction of the number of courts -, management and working methods, information technologies, backlogs and efficiency, court fees, renovations and construction of new buildings)

3.1 Access to justice and legal aid

4. High Judicial Council

5. Legal professionals (judges, public prosecutors, lawyers, notaries, enforcement agents, etc.): organisation, education, etc.

6. Reforms regarding civil, criminal and administrative laws, international conventions and cooperation activities

6.1 Personal status

7. Enforcement of court decisions

8. Mediation and other ADR

9. Fight against crim

1. Programmes de réforme généraux

1.1 La République de Moldova poursuit avec succès le processus de mise en œuvre de la Stratégie de réforme dans la justice pour les années 2011-2016, adoptée par le Parlement de la République de Moldova le 25 novembre 2011 et dont l'objectif général c'est l'édification d'un secteur de justice accessible, efficace, indépendant, transparent, professionnel est responsables devant la société, en concordance avec les standards européens, assurant la suprématie de la loi et le respect des droits de l'homme et contribuant à assurer la confiance de la société dans l'acte de justice.

La stratégie est axée sur six piliers dont chacun reflète les problèmes les plus importants du secteur de la justice et développe les actions du domaine concerné de la réforme afin d'atteindre des objectifs spécifiques. Ces piliers sont: le système judiciaire; la Justice criminelle; l'accès à la justice et l'exécutions des arrêts judiciaires; l'intégrité des acteurs du secteur de la justice; le rôle de la justice dans le développement économique; le respect des droits de l'homme dans le secteur de la justice; un secteur de la justice bien coordonné, administré et responsable.

(http://www.justice.gov.md/public/files/file/reforma_sectorul_justitiei/srsj_pa_srsj/SRSJen.pdf)

Pour la réalisation efficace et consolidée de la Stratégie, il a été adopté par l'Arrêté du Parlement du 16 février 2012 le Plan d'actions pour la mise en œuvre de la Stratégie de réorganisation dans le domaine de la Justice pour les années 2011-2016, dont l'élaboration a été dictée par la nécessité de transformer la Stratégie dans un instrument facilement applicable, avec une planification claire des actions, une consécution détaillée de celles-ci, mais aussi l'élucidation des fonds budgétaires et extrabudgétaires, utilisés et/ou attirés en ce sens.

(http://www.justice.gov.md/public/files/file/reforma_sectorul_justitiei/srsj_pa_srsj/PA_SRSJ_adoptaten.pdf)

2. Budget:

Le Parlement a adopté la Loi sur la rémunération des magistrats qui prévoit une majoration des salaires des magistrats à partir de l'année 2014. Alors, le salaire de fonction du juge sera établi en fonction du niveau de l'instance judiciaire, de l'activité du juge et de l'ancienneté dans la fonction de juge.

5. Tribunaux et Ministère Public:

On a récemment fini le Concept de réorganisation du système des organes du parquet en vertu duquel on élabore à présent des projets visant à compléter et modifier le cadre normatif sur l'organisation et le fonctionnement du parquet et qui seront présentés devant le Parlement aux fins de l'examen avant la fin de cette année.

La procédure de nomination du Procureur Général sera révisée de sorte à exclure l'influence politique; les compétences du Parquet seront déterminées, en spécial en concentrant l'activité des procureurs sur les aspects criminels; l'indépendance procédurale des procureurs sera consolidée et aussi ils seront spécialisés; les capacités administratives et institutionnelles du Parquet Général et des autres organes du Parquet seront augmentées; les organes d'auto-administration des juges seront consolidées; l'indépendance et l'autonomie financière du parquet seront assurées; la possibilité de l'exercice de l'influence politique et administrative sur le parquet et les procureurs sera exclue, de nouveaux mécanismes visant à responsabiliser les procureurs et le fonctionnement des institutions responsables de l'examen des manquements disciplinaires seront créés.

5. Professionnels de la justice:

Au mois de novembre 2013, le Parlement a adopté en première lecture le projet de loi sur la responsabilité disciplinaire des juges. Ce projet de loi a pour but de créer un système efficace et transparent de responsabilité disciplinaire des juges et aura un impact significatif sur la responsabilisation des juges et l'assurance de la qualité de leur activité. Le nouveau système de responsabilité disciplinaire des juges, promu par le projet de loi, va assurer l'examen et la sanction de tout manquement disciplinaire des juges de toutes les instances. En même temps, le projet de loi développe des procédures qui vont permettre l'exclusion des éventuels abus et portant un double objectif: soumettre chaque juge coupable à des sanctions disciplinaires et exclure toute éventuelle pression/ intimidation lors de l'engagement des procédures disciplinaires mal fondées.

De même, en vue de prévenir la corruption dans la justice et le système des autorités publiques qui fonctionnent en République de Moldova et qui sont exposées à des risques élevés de corruptibilité, au mois de décembre 2013 le Parlement a adopté le projet de lois sur la vérification de l'intégrité professionnelle. Ce projet de loi représente une innovation dans l'espace législatif de la République de Moldova et régleme un spectre de mesures préventives visant à diminuer la vulnérabilité et les risques de corruption dans le cadre des autorités publiques. L'application de la loi et la propagation des résultats positifs de la vérification auront des effets préventifs et éducatifs, et vont contribuer à l'augmentation du professionnalisme, de l'intégrité et de la probité de l'activité de l'intérêt public, et implicitement va augmenter l'efficacité des entités publiques. L'application des sanctions disciplinaires suite aux résultats négatifs va assurer l'élimination du secteur public, y compris de la justice, de ceux qui ne correspondent pas aux critères d'intégrité, va augmenter la confiance des citoyens dans les services publics, ce qui représente un élément indispensable à l'affirmation des principes d'un bon gouvernement.

En même temps, en vue de décourager les actes de corruption, de sanctionner de façon plus sévère et effective les infractions de corruption dans le secteur de la justice, ainsi que de créer un climat de „zéro tolérance” envers la corruption, le Parlement a adopté un projet de loi complétant les dispositions du Code pénal d'une nouvelle mesure de sureté „la confiscation étendue des biens” et de nouveaux éléments constitutifs de l'infraction „L'enrichissement illicite”, ainsi que l'obligation par la loi des candidats à la fonction de juge de passer le test du polygraphe.